

# *l'Anti*capitaliste

n°563 | 8 avril 2021 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**BIENTÔT  
100000 MORTS  
DU COVID-19**

*Le gouvernement*

**MACRON  
CASTEX**

*est*

**RESPONSABLE & COUPABLE**

## **Dossier**

**EN FINIR AVEC LA  
GESTION CAPITALISTE  
DE LA PANDÉMIE**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Une restauration très  
«classe» Page 2

## **PREMIER PLAN**

Loi «séparatisme».  
Surenchère raciste et  
liberticide au Sénat

Page 2



## **ACTU INTERNATIONALE**

Italie. «No Delivery Day»: les  
perspectives ouvertes par la grève  
nationale des riders Page 5

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Matthieu Guillemot,  
restaurateur et ancien conseiller  
municipal à Carhaix Page 12



édito

Par MANU BICHINDARITZ

## Une restauration très « classe »

« On veut les noms ! C'est le mot d'ordre, devenu un mot-clé largement repris sur les réseaux sociaux, qui a suivi la diffusion vendredi dernier d'un reportage de M6 tourné en caméra cachée et montrant sans détour l'organisation de dîners parisiens tout à fait clandestins. Luxe du cadre et des tables, menus pouvant aller jusqu'à près de 500 euros par tête de pipe, participants et serveurs sans masques de protection et ne respectant aucun geste barrière... La vie, la vraie, tout à fait bourgeoise, pour ceux qui sont dans les bons réseaux... et peuvent mettre la main au porte-monnaie !

Dans une interview au départ anonyme, l'un des organisateurs, le collectionneur Pierre-Jean Chalençon, fanatique de Napoléon et grand ami du ban et de l'arrière ban d'extrême droite, y affirmait même avoir déjeuné avec des ministres... Affaire dans l'affaire, l'amateur d'art, ami de Le Pen et de Dieudonné, a dû sous la pression médiatique et la polémique qui s'en est suivi, se déjuger, arguant d'une vaste blague faite pour le 1<sup>er</sup> avril, tant en ce qui concerne l'organisation de ces dîners très chics que de la présence de membres du gouvernement.

On peine à y croire, tant l'existence de tels lieux de restauration de luxe sous confinement est visiblement un secret de polichinelle, à commencer par le club privé ouvert par le chef Christophe Leroy. Un dîner « champagne et caviar » dont les invitations et menus, accessibles jusque-là en ligne, ont subitement disparu ces derniers jours... « Une course à l'oseille » qui va directement dans la poche des organisateurs (pour reprendre les termes d'un ancien participant).

La colère légitime contre ceux qui préparent la soupe – et la vendent très chèrement – ne saurait faire oublier la révolte légitime contre ceux qui la mangent, à prix d'or. Au moment où les privations de liberté et les sacrifices pour l'ensemble de la population sont une nouvelle fois le quotidien que nous propose le pouvoir pour répondre à cette catastrophe sanitaire, une toute petite minorité, « ceux d'en haut », n'entend visiblement pas souffrir de la situation, au mépris même de la santé publique et des règles qu'ils imposent à toutes. Une photographie bien indigeste de ce qu'est cette société de classe.

# À la Une

BIENTÔT 100 000 MORTS DU COVID-19

## Le gouvernement Macron-Castex est responsable et coupable

*Jour après jour, semaine après semaine, mois après mois, la Macronie fait montre de son incapacité à juguler la crise sanitaire, et porte la responsabilité de milliers, de dizaines de milliers de morts qui auraient pu être évitées. Sans changement de cap radical, qui ne pourra être que le fruit de la construction d'un rapport de forces par nos mobilisations, cette situation peut malheureusement encore perdurer pendant de longs mois, voire davantage.*

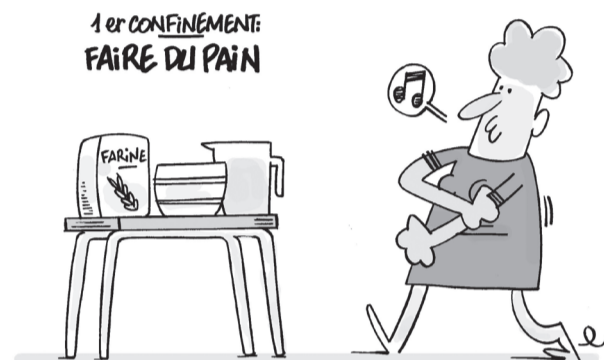
Moins d'une semaine après avoir affirmé qu'il ne faisait « aucun mea culpa, [...] aucun constat d'échec », Macron a certes concédé, lors de son allocution du 31 mars, qu'il aurait « pu faire mieux »... C'est le moins qu'il puisse dire ! Au cours de ce discours télévisé, Macron a toutefois cherché à garder la face et à vanter son bilan, n'hésitant pas à travestir la réalité, voire à mentir effrontément, comme lorsqu'il a déclaré : « Nous avons conservé la maîtrise de la situation à l'hôpital. » Une claque supplémentaire pour les malades et pour les personnels hospitaliers, et une négation des faits, comme l'indiquaient quelques jours plus tôt 41 médecins réanimateurs et urgentistes dans une tribune publiée par le *Journal du dimanche* : « Le tri des patients a déjà commencé puisque des déprogrammations médicales et chirurgicales importantes nous ont déjà été imposées et que nous savons pertinemment que celles-ci sont associées à des pertes de chances et des non-accès aux soins pour certains patients. Ces déprogrammations vont devoir s'intensifier dans les jours qui viennent, n'épargnant bientôt plus que les urgences vitales. »

### « Si je ne fais pas tout, tout seul, rien ne se passe »

Macron ment, et Macron nous prend pour des imbéciles, par exemple lorsqu'il explique que « nous avons gagné des jours précieux de liberté, gardé des jours d'apprentissage pour nos enfants » pour justifier l'absence de toute décision alors que tous les signaux étaient déjà au rouge dans les semaines précédant son intervention. Mais de quelle liberté parle-t-on ? Celle de

se contaminer dans les transports, à l'école et au travail, alors que toute vie sociale et tout loisir sont proscrits ? Celle de voir des classes, voire des établissements scolaires entiers, fermer les uns après les autres sous la pression des contaminations pendant qu'un certain Jean-Michel Blanquer expliquait que le virus ne circulait pas dans les écoles ? Ou alors celle de passer des soirées sous couvre-feu à regarder à la télévision le défilé des responsables LREM nous expliquer que la campagne de vaccination était « en marche » alors qu'il était

impossible d'obtenir le moindre rendez-vous, faute de vaccins ? Le décalage entre l'auto-satisfaction de Macron et la réalité de la situation n'a probablement jamais été aussi grand. Et l'on n'a – malheureusement – guère été surpris d'apprendre dans les colonnes du *Monde* que, dans les jours précédant l'intervention présidentielle, des témoins ont trouvé Macron « extatique », entretenu dans sa bulle par une « atmosphère de cour invraisemblable », allant même jusqu'à déclarer dans le privé : « Si je ne fais pas tout, tout seul, rien



CHARMAG

ne se passe »<sup>1</sup>. Jupiter 1<sup>er</sup> dans sa splendeur, tout à son mépris et à sa mégalomanie : voilà qui pourrait faire sourire si la situation n'était pas aussi tragique et si Macron ne nous avait pas déjà largement démontré, par le passé, sa capacité à être dangereusement obstiné, quitte à jouer avec nos vies, nos droits et nos libertés.

### Ils devront rendre des comptes

Le cap des 100 000 morts du Covid-19 en France approche, qui ne manquera pas de susciter déclarations diverses, remises en question et colères – justifiées. Parmi ces 100 000 morts, des milliers, voire dizaines de milliers auraient pu être évités si Macron et son gouvernement n'avaient pas fait primer le profit sur les vies. Tôt ou tard, ils devront rendre des comptes, et le plus tôt sera le mieux.

Il faut le faire entendre haut et fort : notre santé, nos vies, sont des choses trop sérieuses pour les laisser entre les mains des capitalistes et de ceux qui les servent. À nous d'imposer de véritables mesures de santé publique : l'ouverture de lits en réanimation (au-delà des belles promesses une fois de plus renouvelées), l'embauche et la formation massive de personnels de santé ; l'amplification de la campagne de vaccination, ce qui ne peut passer que par la réquisition de l'appareil de production et la levée immédiate des brevets sur les vaccins ; la protection du monde du travail et de l'ensemble de la population (dans les entreprises et les services publics), y compris par la fermeture des lieux si nécessaire. Il y a urgence !

<sup>1</sup> – Solenn de Royer, « La théâtralisation de la parole présidentielle vient masquer l'impuissance de l'exécutif face à une épidémie hors de contrôle », lemonde.fr, 1<sup>er</sup> avril 2021.

### LOI « SÉPARATISME »

## Surenchère raciste et liberticide au Sénat

*L'examen de la loi « séparatisme » a débuté au Sénat le 30 mars. L'occasion pour les sénateurs d'ajouter de l'abject à l'infâme en multipliant les déclarations et les amendements visant à « durcir » encore un peu plus un texte déjà particulièrement stigmatisant et liberticide.*

Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, le passage au Sénat de la loi « séparatisme », adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le mardi 17 février, se traduit par une surenchère raciste et liberticide. Difficile de lister ici l'ensemble des amendements adoptés par le Sénat, avec un gouvernement qui fait mine de s'y opposer alors qu'il est responsable de cette surenchère.

### Une surenchère prévisible

Interdiction du port du voile dans l'espace public pour les mineures, interdiction du port du voile pour les accompagnatrices de sorties scolaires, mais aussi interdiction des drapeaux étrangers lors des mariages : les lubies racistes de la droite sont à l'honneur, et les sénateurs s'en donnent à cœur joie, adoptant également un amendement contre les « listes communautaires »

lors des élections et un autre contre la délivrance ou le renouvellement des titres de séjour en France à des étrangers qui rejeteraient « manifestement les principes de la République ».

Le gouvernement, avec Gérard Darmanin et Marlène Schiappa en « première ligne », tente de se démarquer de cette surenchère en prétendant qu'elle va à l'encontre de « l'esprit » de la loi « séparatisme ». Et le moins que l'on puisse dire est que les démonstrations sont peu concluantes, principalement appuyées sur des arguments juridiques. Et pour cause ! Comme si ce n'était pas lui qui avait ouvert la boîte de Pandore et fait délibérément le choix de jeter en pâture

les musulmanEs avec ce projet de loi par essence stigmatisant et discriminatoire...

En réalité, le « débat » entre, d'une part, le gouvernement et, d'autre part, la droite extrême et l'extrême droite, malgré les mises en scène et les effets de tribune, ne porte pas sur la logique générale du projet de loi. Pour ces gens, la question n'est pas de savoir si les musulmanEs doivent être visés par des mesures discriminatoires et liberticides, mais jusqu'à quel point ils et elles doivent l'être.

### Le lamentable « amendement Unef »

Et le moins que l'on puisse dire est qu'une bonne partie de la « gauche » se rend complice de cette

### BIEN DIT

*Les éléments constitutifs des infractions poursuivies n'étant pas constitués, il convient de renvoyer les prévenus des fins de la poursuite et de mettre hors de cause la Société Éditrice de Mediapart.*

Jugement de la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de Paris suite à une plainte en diffamation de François de Rugy contre Mediapart pour un article sur son logement à vocation sociale, 2 avril 2021.

# Un monde à changer

**JORDANIE: DERRIÈRE LES CONFLITS FAMILIAUX.** Samedi 3 avril, le demi-frère du roi de Jordanie a été accusé de complot et plusieurs personnalités ont été arrêtées. Au-delà de rivalités familiales, le royaume a toujours été une construction fragile tandis que la contestation populaire d'un régime arbitraire et corrompu est de plus en plus forte. Il y a 100 ans, en avril 1921, était créé l'émirat de Transjordanie. Après la Première Guerre mondiale, les impérialismes britannique et français avaient mis la main sur les territoires relevant précédemment de l'empire ottoman. Il s'agissait pour chaque impérialisme de mettre la main sur une plus grande portion du gâteau et d'y stabiliser sa domination. À cette fin, la région fut redécoupée en plusieurs États vassaux, les uns de la France, les autres de l'empire britannique. Les frontières des nouveaux États ont été dessinées plus ou moins arbitrairement sans guère se soucier de l'héritage historique, ni même des limites des circonscriptions administratives du temps de la domination turque, et bien entendu des aspirations des populations. Parmi les nouveaux États, la Transjordanie («au-delà du Jourdain») était sans doute le moins ancré dans le passé. Après une période d'incertitude, Abdallah, un des représentants de la lignée Hachémite (alliée de l'Angleterre durant la guerre) mit la main sur ce territoire,

globalement pauvre et peu peuplé, et en devint le souverain en avril 1921. Ceux qui lui succédèrent se comportèrent tous en alliés loyaux de l'impérialisme britannique, puis américain. En 1948, ils profitèrent de la constitution d'Israël pour s'emparer de territoires palestiniens de l'autre côté du Jourdain, d'où le nouveau nom de Jordanie. Ils perdirent ces territoires après la guerre de 1967 et l'avancée de la domination israélienne. En septembre 1970, les troupes jordaniennes s'affrontèrent aux combattants palestiniens; des milliers de Palestiniens furent tués. Après des décennies de loi martiale et de répression de toute contestation, l'actuel roi de Jordanie, Abdallah II, règne sur une monarchie pseudo-constitutionnelle, un État pauvre, dépendant de l'aide étrangère et rongé par la corruption. Si la répression est plus discrète que dans d'autres États de la région, la police secrète est un rouage central du contrôle de la population. Les partis politiques ont des possibilités d'action limitées. Les médias sont largement domestiqués et les voix critiques discréditées et marginalisées. Suite aux révolutions arabes, un nouveau cycle de protestations populaires a démarré en 2011 et un mouvement syndical indépendant s'est développé. Le mécontentement social s'est amplifié en 2019-2020 autour des enseignants dont le syndicat a été dissous en juillet dernier.

## SUPPRESSIONS DE POSTES CHEZ RENAULT **La mobilisation continue contre l'externalisation forcée**

Alors que son plan de départs volontaires ne convainc personne, la direction de Renault veut passer à la vitesse supérieure. Pour réduire les effectifs à tout prix, sans licencier officiellement, elle a tenté un nouveau coup dans l'ingénierie: en détournant un article du Code du travail, elle compte vendre un secteur à une entreprise sous-traitante et externaliser de force 27 salariéEs Renault. Mais la réaction a été vigoureuse et pourrait bien perturber les plans patronaux.

Après un premier débrayage réussi le 18 mars, la journée du mardi 30 mars a aussi été un succès: plus de 830 salariéEs, Renault et prestataires, ont débrayé sur plusieurs sites de recherche et développement (R&D) contre l'externalisation forcée des 27 salariéEs qui travaillent à la maintenance des moyens d'essais. À Aubevoye, Lardy ou au Technocentre, la mobilisation a pris de l'ampleur en solidarité avec ces collègues menacés. Car tout le monde est bien conscient que cette attaque est un test pour la direction, qui pourrait à l'avenir recourir à cette méthode pour tailler encore dans les effectifs et augmenter les profits des actionnaires.



BRUNO ARLEQUIN

### Il n'y a rien à négocier

Qu'ils et elles soient Renault, sous-traitants ou intérimaires, beaucoup de salariéEs se savent dans le viseur des dirigeants mercenaires, et ne veulent pas laisser passer cette attaque de plus. Le mécontentement est si fort que certains syndicats qui avaient signé le plan de départs volontaires, comme la CFDT, se

sont ralliés à ce mouvement qui commence à ennuyer la direction. À croire que même eux sont déçus par le manque de considération de la direction envers ses habituels partenaires du «dialogue social»! De toute façon, il n'y a rien à négocier: ce projet d'externalisation, personne n'en veut! D'autant plus que, malgré le baratin des chefs sur des prétendues

garanties, personne ne s'illusionne un instant sur le fait que l'entreprise prestataire qui doit récupérer cette activité n'est destinée qu'à supprimer des postes. La preuve, cette boîte nommée P2M avait déjà été utilisée en 2015 chez PSA pour sous-traiter exactement le même secteur. Résultat: des dizaines de salariéEs s'étaient retrouvés avec des conditions de travail plus précaires

ou poussés vers la sortie. À l'époque, c'était un certain Le Borgne qui sévissait dans la R&D chez PSA... le même qui se retrouve aujourd'hui à la tête de l'ingénierie chez Renault!

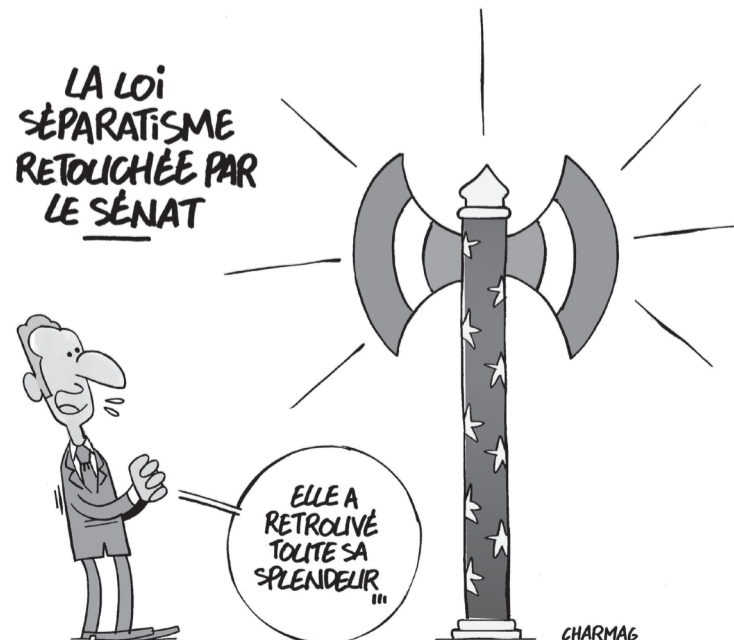
### Préparer les prochaines mobilisations

Cette deuxième étape de mobilisation a montré que les salariéEs ne se laisseront pas faire, même si le contexte de la crise sanitaire et du troisième confinement pose quelques difficultés. À Lardy, une cinquantaine de salariéEs ont même fait grève toute la journée, convaincus qu'il faut passer à la vitesse supérieure pour faire reculer Renault. Ce noyau de salariéEs mobilisés s'organise pour faire des tournées, renforcer les liens avec les autres sites et préparer les prochaines mobilisations. Une nouvelle journée d'action était d'ores et déjà prévue le 8 avril à Boulogne, devant le siège de Renault, où doivent se retrouver des délégations de sites de R&D et d'usines, qui sont aussi frappées par les suppressions de postes.

Correspondants

surenchère. À propos de l'amendement sur les titres de séjour, la sénatrice socialiste Marie-Pierre de La Gontrie a ainsi affirmé: «*Nous partageons l'objectif mais nous pensons que c'est juridiquement instable*». Et que dire des résultats du vote sur l'«amendement Unef», adopté avec le soutien ou l'abstention de la «gauche», qui prévoit la dissolution des associations organisant des réunions non-mixtes entre personnes racisées... Avec ce commentaire de Jean-Pierre Sueur (PS): «*Ne pas voter [cet amendement], ça veut dire qu'on accepte une forme d'apartheid*». Et celui de Marie-Noëlle Lienemann, rattachée au groupe communiste: «*Je ne veux pas que la gauche ait l'air complice de réunions qui excluent les gens*». Les réunions en non-mixité choisies sont un outil destiné à favoriser discussions, prises de conscience

et élaboration politique entre personnes victimes d'une oppression spécifique. Depuis longtemps, le mouvement des femmes a recours à ce type de réunions, qui sont un moyen pour les premierEs concernéEs par une oppression de se retrouver entre elles et eux. Et il n'y a rien de surprenant ou de choquant à ce que des personnes racisées puissent elles aussi se retrouver. En réalité, l'absence d'opposition résolue à l'«amendement Unef» et son adoption avec l'assentiment du pouvoir, qui a largement participé à la campagne raciste contre la non-mixité, sont des symptômes des succès idéologiques de l'extrême droite, qui n'aurait sans doute pas rêvé, il y a encore quelques années, du projet de loi «séparatisme» et des débats qui l'accompagnent. Il n'est pas encore trop tard pour réagir. **C.B**



## Le chiffre

# 1,15 million

C'est, selon une récente note de l'Unédic, le nombre de chômeurEs qui seront victimes, dès la première année, de la contre-réforme de l'assurance chômage: «La réforme du SJR [salaire journalier de référence] conduira la première année à diminuer l'allocation de 1,15 million d'allocataires à l'ouverture de droit (de 17% en moyenne), tout en augmentant la durée de droit pour ces mêmes personnes.»



## Agenda

**Jeudi 8 avril, manifestation des «Oubliés du Ségur» (personnelEs de santé, sociaux), Paris.** À 13h, place des Cinq-Martyrs (Gare Montparnasse) direction ministère de la Santé.

**Jeudi 8 avril, manifestation des AESH, Paris.** À 13h, RER Luxembourg direction ministère de l'Éducation nationale.

**Vendredi 9 avril, les vendredis de la colère contre l'assurance chômage.**

**Samedi 10 avril, réunion contre les licenciements et les suppressions de postes (Appel de la CGT TUI), Saint-Denis (93).** À 13h au théâtre de la Belle Étoile, 14 Rue Saint-Just à Saint-Denis, métro Front-Populaire.

**À SUIVRE SUR**  
**lanticapitaliste.org**  
nouveau **partianticapitaliste.org**

## NO COMMENT

*Vous pourrez toujours compter sur les macronistes pour battre l'extrême droite.*

MARLÈNE SCHIAPPA, Europe 1, 4 avril 2021.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## SUISSE L'écologie de gouvernement contre la ZAD

Le 30 mars, le gouvernement vaudois, à majorité rose-verte, a envoyé sa police expulser la ZAD de la colline du Mormont. La décision confirme, en dépit des incantations, que la propriété et la croissance valent plus que l'environnement aux yeux des ministres du canton.

Une pandémie qui n'en finit plus et une autorisation de dernière minute n'ont pas empêché, vendredi 26 mars, des centaines de personnes de manifester, dans les rues de Lausanne, leur soutien à la ZAD de la colline, menacée d'une expulsion imminente. Depuis octobre, des zadistes de plus en plus nombreuses et nombreux – et soutenus par près de 130 élus du canton – tentaient de faire obstacle à l'extension d'une carrière de calcaire. Pour produire son ciment, la multinationale Holcim creuse depuis 70 ans dans la colline du Mormont, indifférente à sa biodiversité hors du commun.

### À quoi sert une ministre verte ?

À l'appel de la Grève du climat, un cortège de 1500 à 2000 manifestantEs a fait du bruit de la place du Château au parc Mon-Repos. « Nos vies et la planète valent plus que vos profits », « Holcim laisse béton », « Orchidées contre béton armé » ou, plus simplement, « Béton = caca » : les slogans ne manquaient pas le long du parcours allant du Conseil d'État vaudois au Tribunal fédéral. Béatrice Métraux, ministre – Verte, paraît-il – en charge de l'Environnement, affirmait il y a peu dans *24 Heures* que la carrière ne perturbait pas ses promenades en forêt dans les environs du Mormont, puisqu'elle ne la voyait pas. Loin des yeux, loin du cœur ? Espérons que banderoles, pancartes et chants, sous ses fenêtres, lui auront rappelé qu'on ne fait pas disparaître les problèmes en se cachant derrière les arbres, ni derrière la sacro-sainte légalité. Pareil pour le Tribunal fédéral, qui doit rendre dans les semaines ou mois qui viennent un arrêt crucial : le géant Holcim pourra-t-il étendre – encore une fois – le périmètre lui permettant de remplir ses fours ? Sachant que les prochaines extensions sont déjà prévues : dans quelques décennies, la colline du Mormont et ses orchidées sauvages ne seront qu'un souvenir.

### Au-delà de la défaite

Deux autres décisions de justice ont fragilisé la ZAD, en la rendant expulsable dès le 26 mars du bâtiment occupé et à partir du 30 pour le terrain. Conséquence sur place, au fil des jours, les barricades ont gagné en hauteur, en longueur et en épaisseur. Sur la route menant à la ZAD, aux textes poétiques inscrits quelques semaines plus tôt s'est ajouté un « No Pasarán » en lettres majuscules. L'état d'esprit aussi avait changé, à l'approche de l'intervention policière. Après l'enthousiasme des premiers mois, les discussions laissaient transparaître de la tristesse et de la résignation. Un sentiment de satisfaction ressort malgré tout : d'avoir contraint les médias à s'intéresser au sort du Mormont, mais aussi d'avoir montré en actes que d'autres modalités d'existence, fondées sur l'horizontalité des prises de décisions, le partage des savoir-faire et l'apprentissage du commun, sont possibles. Il suffisait de passer une heure sur place pour tordre le cou à pas mal de préjugés. Les zadistes sont certes une population majoritairement privilégiée, mais consciente de ses privilèges et des difficultés théoriques et pratiques de penser un autre monde sans oublier les contradictions de celui dans lequel nous vivons. Si les zadistes ont échoué à faire le lien avec les salariéEs de la cimenterie et les syndicats, c'est surtout faute de temps et de moyens humains. Dans sa liste de revendications publiée le 24 mars, la ZAD n'oublie pas les emplois liés à la présence de la carrière et souligne la nécessité d'un plan de reconversion. L'expérience le montre, c'est sur le long terme que se tissent les liens, que s'affinent les projets politiques et que les mouvements de contestation gagnent en mixité sociale. Expulser la ZAD au plus vite était aussi un moyen pour Holcim et le gouvernement vaudois d'éviter ce genre de développement.

Guy Rouge

Paru dans le n°386 de *solidaritéS* (Suisse).

## USA Alors que la vie revient à la normale, les tueries de masse reprennent

Depuis la fin des années 1970, quand elles sont devenues courantes, des fusillades de masse ont eu lieu dans toutes les régions du pays, dans les villes, les villages et les zones rurales. Elles ont lieu dans les écoles, lors de concerts, dans les églises, dans les immeubles de bureaux et les centres commerciaux. Elles se produisent lors de fêtes d'anniversaire et de mariages.

### 400 millions d'armes à feu

Les tireurs sont presque tous des hommes, qui peuvent être blancs, noirs, latinos ou arabes. Ils peuvent avoir connu les victimes ou non. Les motifs peuvent être personnels ou politiques, et bon nombre d'entre eux semblent souffrir de troubles mentaux. Alors que les tireurs utilisent parfois des armes de poing, ces événements impliquent très souvent des fusils d'assaut, des armes automatiques de grande puissance pouvant contenir de 30 à 100 cartouches. Les fusillades de masse, comme les fusillades en général, découlent généralement de problèmes sociaux : pauvreté, criminalité, maladie mentale et familles en détresse. Mais c'est la disponibilité immédiate des armes à feu qui rend un tel meurtre de masse possible. En Amérique, il y a 330 millions de personnes et 400 millions d'armes à feu. On peut acheter un pistolet ou même un fusil d'assaut pour 500 dollars. L'année dernière, en partie en raison des manifestations de Black Lives Matter et de l'appel à la remise en cause de la police, les ÉtatsunienEs, principalement blancs mais pas seulement, ont acheté 40 millions d'armes à feu supplémentaires.

À Atlanta, en Géorgie, le 16 mars, un homme armé a tué huit personnes dans trois salons de massage, dont six femmes asiatiques. Puis, le 22 mars à Boulder, Colorado, un homme armé a tué dix personnes. Le 31 mars 2021, à Orange, en Californie, un homme armé a assassiné quatre personnes, dont un garçon de neuf ans. Depuis la fusillade d'Atlanta, il y a eu au moins vingt fusillades de masse aux États-Unis.



### Près de 20 000 morts par arme à feu

Alors que les fusillades de masse font la une des journaux télévisés, elles ne sont qu'une partie du problème de la violence armée en Amérique. L'année dernière, près de 20 000 ÉtatsunienEs ont été tués par armes à feu dans des meurtres, des suicides et des accidents. Beaucoup de ces décès résultent de combats entre gangs rivaux. La police, pour sa part, a tué par balles environ 985 personnes. En majorité des Blancs, mais la proportion de Noirs et de Latins est plus élevée que leur part dans la population. La plupart des ÉtatsunienEs (60%) souhaiteraient désormais des lois plus strictes sur le contrôle des armes à feu, une proportion en hausse de près de 10% par rapport à il y a

quelques années. À l'heure actuelle, les repris de justice et les personnes certifiées malades mentales ne peuvent pas acheter d'armes à feu, mais presque tous les autres adultes peuvent le faire. Cela dépend des lois qui varient selon les États. En fait, si vous ne pouvez pas acheter une arme à feu dans votre État, vous pouvez souvent aller dans l'État voisin et en acheter une.

### Blocages du Parti républicain

Pourtant, le gouvernement s'est avéré incapable de faire quoi que ce soit face à ce problème. Pourquoi donc ? Les réformateurs appellent à l'octroi de licences pour toutes les ventes d'armes à feu, à la vérification des antécédents universels, à l'interdiction des gros chargeurs et à l'interdiction de la vente d'armes

d'assaut, tout en donnant aux juges le pouvoir de confisquer leurs armes à ceux qui présentent un danger pour eux-mêmes ou pour les autres. Le Parti républicain a bloqué presque toutes les lois de réforme des armes à feu, arguant qu'elles sont anti-constitutionnelles car contraires au deuxième amendement de la Constitution : « Une milice bien réglementée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit du peuple à porter les armes ne doit pas être violé. » Ceci est interprété comme signifiant que n'importe qui peut posséder une arme à feu.

Les Démocrates, en particulier les progressistes, ont en général soutenu les projets de législation sur le contrôle des armes à feu. Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) n'ont pas de position officielle, mais des articles dans ses journaux suggèrent que DSA soutient également le contrôle des armes à feu. Certains socialistes américains, cependant, ont organisé des clubs d'armes à feu, faisant valoir que l'extrême droite (et des policiers souvent racistes) ne devrait pas avoir le monopole des armes.

Malgré l'horreur de la poursuite des meurtres de masse, des meurtres de gangs et de la violence armée de toutes sortes, le Sénat américain étant partagé entre 51 voix démocrates et 50 voix républicaines, il restera difficile d'adopter des lois sur le contrôle des armes à feu.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## HONG KONG La « normalisation » franchit un seuil décisif

Un gigantesque volonté de liberté et de démocratie s'était exprimée en 2019 à Hong Kong. Pour le pouvoir, l'heure est actuellement à la revanche et à l'alignement de la population sur les normes en vigueur sur le continent chinois. Les nouvelles règles électorales promulguées le 30 mars visent à parachever l'élimination de toute forme de contre-pouvoir.

Du temps de la colonisation, le gouverneur britannique détenait l'intégralité du pouvoir exécutif. Après 1997, celui-ci a été transféré à un « exécutif hongkongais » aux ordres du régime de Pékin. Le mode de désignation au poste de chef de l'exécutif promulgué le 30 mars rend encore plus limpide l'absence d'autonomie de la « Région autonome spéciale de Hong Kong ».

### Un pouvoir législatif totalement aux ordres

Fondé en 1843, le Conseil législatif (LegCo) avait pour seule fonction d'assister le gouverneur colonial. Jusqu'en 1985, il était intégralement composé à cet effet de membres directement nommés par le pouvoir britannique.

En 1991, le droit d'élire au suffrage universel direct 30% des membres de cette institution est octroyé à la population hongkongaise. Sur le fond, rien ne change : les autres sièges sont en effet attribués selon un

dispositif d'une grande complexité permettant de continuer à en faire très majoritairement bénéficiaire des partisans du pouvoir de Londres puis de Pékin.

Le pourcentage de législateurs élus au suffrage universel est ensuite progressivement augmenté pour atteindre 50% en 2004, puis 57% en 2012 si on y ajoute les cinquante députés désormais élus au suffrage indirect.

Suite aux mobilisations de 2019, le spectre de perdre le contrôle de l'Assemblée législative hante le pouvoir. Lors des élections locales du 24 novembre 2019, l'opposition a en effet remporté 86% des sièges avec 57% des voix. Si cet exploit de l'opposition se renouvelait lors des élections législatives initialement prévues le 6 septembre 2020, celle-ci se retrouverait majoritaire au Conseil législatif.

Pour empêcher cela, le pouvoir de Pékin a reporté au dernier moment ces élections. Il vient de mettre un terme durable à une telle possibilité

en s'octroyant, le 30 mars 2021, le droit :

1 – d'écartier toute candidature ne lui convenant pas, quel que soit le type de scrutin ;

2 – de faire passer de 57% à 22% le pourcentage de députéEs relevant du suffrage universel.

Après avoir constitué entre 1991 et 2020 une tribune pour l'opposition, le Conseil législatif reprend la fonction qui avait été la sienne pendant 154 ans auprès de la monarchie britannique, cette fois-ci au service du régime de Pékin.

### Un pouvoir judiciaire domestiqué

Une des particularités de Hong Kong était l'existence de la liberté d'expression et d'organisation, ainsi que le respect de règles juridiques n'existant pas en Chine continentale. Depuis la promulgation le 30 juin 2020 de la loi sur la « sécurité nationale », tout cela est en grande partie remis en cause : il est désormais possible de tenir des

procès à huis clos, de prononcer des peines pouvant aller jusqu'à la prison à vie, de transférer toutE suspectE sur le continent pour y être jugé et emprisonné, de licencier des fonctionnaires pour délit d'opinion, de restreindre la liberté de la presse, etc.

### Une répression féroce

Au 31 janvier, le nombre d'opposantEs faisant l'objet de poursuites judiciaires est supérieur à 2300 (pour une population neuf fois plus faible que celle de la France!). Des procès sont d'ores et déjà programmés jusqu'en 2023.

Une grande partie des représentantEs de premier plan de toutes les nuances de l'opposition sont emprisonnés, en liberté sous caution ou en exil. Des responsables syndicaux, par exemple, sont derrière les barreaux, comme la présidente de la centrale syndicale HKCTU, ainsi que la présidente du syndicat HAEEA du personnel du secteur hospitalier public. Quant au secrétaire général de la centrale HKCTU, il est sous le coup de procès en cascade.

Le niveau d'organisation des opposantEs connaît un recul sensible : pour éviter les poursuites, un certain nombre d'organisations se sont auto-dissoutes et la coalition ayant organisé les grandes manifestations de 2019 est en train de se disloquer. Face à cette situation, la solidarité est plus que jamais indispensable avec les victimes de la répression, à Hong Kong ou partiEs en exil.

Dominique Lerouge

# ITALIE « No Delivery Day » : les perspectives ouvertes par la grève nationale des riders

Le « No Delivery Day » a été soutenu par de nombreux et nombreuses clientEs des plateformes, consommateurEs et collectifs qui ont décidé de boycotter les services en signe de solidarité envers les livreurEs. À la contestation des riders ont également adhéré massivement les syndicats de base (Clap, Adl Cobas, Sial Cobas, Si Cobas) et catégoriels (Uiltucs, Nidil Cgil). Occupations de l'espace public, flash-mob et manifestations ont été organisées dans une trentaine de villes italiennes afin de dépasser le contrat « pirate » signé en septembre dernier par l'association des plateformes Assodelivery et le syndicat minoritaire UGL et envisager l'obtention d'un contrat collectif national.

## La lutte paie toujours

Cette journée s'est traduite immédiatement par une première conquête importante qui a conduit à la mise en place d'un contrat pour les travailleurEs de Just Eat suite à une négociation qui ouvre la voie pour l'insertion de la figure du livreur dans le cadre du contrat collectif national de travail dans le secteur de la logistique, les transports et la livraison de marchandises. Les riders de la multinationale Just Eat se voient aujourd'hui reconnaître rémunération horaire, montant d'heures garanti, vacances, assurance maladie, primes, aides, remboursements et droits syndicaux. Au lendemain de la grève, le syndicat « Deliverance Milano » fête cette conquête qui constitue « une reconnaissance importante des droits inaliénables des travailleurs » et une démonstration de l'efficacité

Le 26 mars, des milliers de travailleurEs des plateformes de livraison ont participé à une journée de grève historique qui marque une étape importante dans la lutte pour la reconnaissance des droits des riders.



DR

de la lutte pour la justice sociale menée dans les dernières années. Mais il rappelle que d'autres négociations sont en cours, notamment avec Glovo, Deliveroo, Uber Eats et Social Food, autour des thèmes liés à la contractualisation, la santé et la sécurité des travailleurEs.

## De nouvelles solidarités

Très positif aussi le bilan tiré de la part du syndicat « Riders Union Bologna » qui définit la date du 26 mars comme « une grande journée de lutte ». Dans la ville rouge, la grève des riders a été l'occasion de construire des nouvelles solidarités. Certaines catégories particulièrement touchées par la crise comme les étudiantEs, les travailleurEs de l'école, de la logistique, de la culture et du spectacle mais aussi les espaces sociaux auto-gérés et les réseaux de mutualisation ayant soutenu la lutte des livreurEs

depuis le début, ont rejoint la mobilisation. Pour les militantEs, cette réussite est la démonstration du pouvoir d'agrégation et d'union de la figure du « rider » mais aussi de la déconstruction progressive de l'idéologie de la « gig economy »<sup>1</sup> qui dissimule l'exploitation du travail derrière les promesses mensongères de l'autonomie et de l'auto-entreprenariat. Les Bolognais annoncent de nouvelles assemblées pour instaurer la mobilisation dans la durée et réclamer le droit à un salaire et à des conditions dignes pour touTEs les travailleurEs. Dans un contexte marqué par la réaffirmation du bloc bourgeois derrière la figure de l'ancien numéro 1 de la BCE Mario Draghi, le slogan des riders « Pas pour nous mais pour tous » pourrait assumer une forme organisationnelle et politique capable de porter les instances du salariat.

## Vers une lutte internationale contre l'uberisation du travail?

Les luttes de plus en plus nombreuses des livreurEs dans plusieurs pays du monde se traduisent par des jugements et des mesures qui rompent avec la mystification du travail autonome et révèlent partout un système d'esclavage et de précarisation professionnelle et existentielle. Les mobilisations pourraient également décourager les investisseurs comme démontré par l'écroulement du titre boursier de la société britannique Deliveroo, passé de + 31% à - 26% (la pire entrée en bourse de l'histoire selon la déclaration d'un analyste au Financial Times). En février, la Cour suprême du Royaume-Uni a déclaré le droit au contrat subordonné pour les chauffeurEs d'Uber mais, pour l'instant, pas pour les livreurEs de Uber Eats. D'autres cas similaires se sont produits dans des pays comme l'Espagne, les Pays-Bas, l'Argentine et les États-Unis où les entreprises de la gig economy font l'objet de nombreuses condamnations judiciaires. Rien n'est encore gagné mais les perspectives qui s'ouvrent autour des formes d'organisation internationale des travailleurEs des plateformes pourraient constituer un nouveau levier dans la lutte contre le capitalisme.

## Hélène Marra

1 – Très populaire aux États-Unis, le terme « gig economy » signifie, littéralement, l'économie des petits boulots. Il désigne les activités des plateformes dites collaboratives comme Uber ou Deliveroo prétendant travailler avec le système de la micro-entreprise.

# COVID-19 En Belgique aussi, les élèves et les enseignantEs maltraités

Le témoignage d'Estelle (nom d'emprunt), enseignante, affiliée à la CGSP enseignement (Centrale générale des services publics) et membre de la commission syndicale de la Gauche anticapitaliste (Belgique). Ce témoignage est antérieur à la décision du gouvernement belge de fermer les écoles le 29 mars.

Je vais parler surtout pour mon école car la situation est différente d'une école à une autre, elles ne disposent pas toutes des mêmes moyens financiers et humains. Tout a commencé le 13 mars [2020] avec le confinement. Les écoles ont été à l'arrêt pendant deux mois (jusqu'au 18 mai). Quand nous avons rouvert il y avait plusieurs consignes strictes à respecter : division des classes en plusieurs groupes réduits qui ne pouvaient pas se croiser, les élèves devaient rester toujours à la même place, porter leur masque, les tables étaient espacées par une plus grande distance, nous avions du gel hydroalcoolique à disposition... Nous ne pouvions pas non plus enseigner de nouvelles matières donc nous avions vraiment le sentiment d'organiser une garderie pour les élèves et pas de faire notre métier.

## « Je n'avais pas le temps de désinfecter les classes »

En septembre et octobre la rentrée s'est faite avec la présence de la totalité des élèves mais les masques restaient bien évidemment obligatoires et nous avions toujours du gel à disposition. Il était également demandé aux enseignantEs de désinfecter les classes (tables, chaises, bancs...) régulièrement mais dans la réalité ce n'était pas faisable. Par exemple moi, je donne 21 h de cours par semaine et j'ai neuf locaux différents. Sur une matinée où je donne quatre heures de cours, je change trois fois de local. Le temps de ranger mes affaires, de me déplacer et de m'installer, je n'avais pas le temps de désinfecter les classes. Donc c'était déjà une mesure ridicule déconnectée de la réalité. Fin octobre, alors que la deuxième vague de la pandémie commençait, les cours ont continué pendant une semaine avant les vacances d'automne mais en distanciel. Alors que tout le monde se doutait depuis le mois de mai que ça allait arriver nous nous sommes retrouvés à devoir donner cours en ligne sans aucune préparation : nous n'avons eu aucune formation de la part de l'école mais rien de plus haut non plus.

## « Nous devons fermer tous les locaux et manger par terre »

Après les vacances, l'école était en code rouge : 50% en présentiel et 50% en distanciel pour touTEs les élèves à partir de la 3<sup>e</sup> année du secondaire. Les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années étaient à 100% en présentiel. Ce sont les écoles qui organisaient chacune à leur manière cette division en présentiel ou distanciel. Dans certaines écoles, les enseignantEs devaient diviser leur matière en deux pour la donner un jour au groupe A puis le lendemain au groupe B et reprendre la suite avec le groupe A après, d'autres avaient tout un groupe pendant une semaine en présentiel et la semaine suivante un autre groupe. Dans mon école il n'y a pas eu de division des classes donc je donnais cours à toute la classe dans un petit local mais la première semaine je donnais cours trois jours à l'école et deux jours en ligne et la semaine suivante c'était le contraire. Tout ça démontre à quel point les mesures visant à respecter les 50% étaient floues et que chaque école pouvait s'organiser différemment. Les réfectoires sont complètement fermés alors qu'avant les élèves pouvaient s'y rendre pour manger leurs tartines. La seule alternative est donc la cour de récréation : il n'y a pas de bancs ni de chaises. Les élèves sont donc obligés de s'asseoir sur le sol pour manger. C'est indigne ! Et pour nous c'est pareil : s'il existe des alternatives pour se nourrir à l'extérieur, nous devons fermer tous les locaux et également manger par terre. Les salles des profs doivent donc être fermées mais pour nous ce n'est pas possible : on essaye simplement de faire attention à ne pas y être trop nombreux et nombreuses.

Version intégrale sur [gaucheanticapitaliste.org](http://gaucheanticapitaliste.org)

# BRÉSIL La position de Bolsonaro s'affaiblit

De manière inédite dans l'histoire du Brésil, on vient de voir la démission, en une seule fois, du ministre de la Défense (Fernando Azevedo) et des commandants des forces armées – Edson Pujol, de l'armée de terre, Ilques Barbosa, de la marine, et Carlos Bermudez, de l'armée de l'air. Ordonné par Bolsonaro, ce changement inattendu dans le haut commandement militaire est intervenu dans le sillage d'autres changements ministériels. Il y a eu le départ d'Ernesto Araújo du ministère des Affaires étrangères, l'entrée de la députée centriste Flávia Arruda à la tête du Secrétariat du gouvernement et l'investiture d'Anderson Torres, un ami de la famille Bolsonaro, comme nouveau ministre de la Justice et de la Sécurité publique. La semaine dernière, avait été annoncé le départ d'Eduardo Pazuelo (général) du ministère de la Santé. Il a été remplacé par Marcelo Queiroga, un médecin lié à Flávio Bolsonaro.

## Sur fond de crise sanitaire majeure

Ce remaniement ministériel improvisé, pour être correctement compris, doit être replacé dans le contexte de la crise sanitaire, économique et sociale qui s'aggrave chaque jour. Avec une pandémie

Nous publions un extrait d'un article publié sur Esquerda Online, site du courant Resistencia do PSOL, le 1<sup>er</sup> avril 2021 (traduction À l'Encontre).



WIKIMEDIA COMMONS

hors de contrôle et l'effondrement du système hospitalier, le Brésil a atteint 3000 décès par jour dans la moyenne glissante hebdomadaire. Et la tendance pour les semaines à venir est à l'aggravation. Il pourrait également y avoir un effondrement du système funéraire. Il y a déjà plus de 322000 vies perdues officiellement en raison du Covid-19. Parallèlement à la catastrophe pandémique, l'économie subit une nouvelle dégringolade en termes de récession. La crise sociale s'étend à tout le pays, avec le retour de la faim et l'augmentation rapide du chômage, de la pauvreté et de la misère. Dans ce terrible scénario, le gouvernement Bolsonaro s'affaiblit tant dans la société civile (classes sociales) que dans la sphère politico-institutionnelle

(partis, institutions et directions politiques). Les décisions du STF (Tribunal suprême fédéral) qui ont annulé les condamnations de Lula, la lettre des banquiers et des grands entrepreneurs attaquant la gestion calamiteuse de la pandémie par le gouvernement et la menace publique de destitution proférée par Artur Lira (président de la Chambre des députés) la semaine dernière sont des manifestations sans équivoque de ce processus d'affaiblissement politique de Jair Bolsonaro. Il est également important de souligner l'énorme isolement international du gouvernement. Ce dernier a perdu son principal point de soutien extérieur avec la défaite de Trump. En outre, les sondages d'opinion montrent un rejet croissant du gouvernement dans toutes les couches sociales, des plus bas revenus aux plus hauts, en termes de pouvoir d'achat.

## Des contradictions qui se renforcent

Ainsi, le remaniement ministériel exprime, en premier lieu, la faiblesse politique et sociale croissante du gouvernement. En même temps, il expose et renforce

les conflits entre les ailes qui le composent. Le centrão, dirigé par les présidents de la Chambre et du Sénat, exige des changements dans la gestion de la pandémie et cherche à occuper des ministères et des postes. L'aile ultralibérale de Paulo Guedes (ministre de l'Économie), liée au capital financier, se heurte au centrão pour défendre un ajustement budgétaire remis en cause par le projet de budget défini au Congrès. Bolsonaro, à son tour, entre en conflit avec le commandement des forces armées pour tenter d'aligner l'armée active sur la défense du gouvernement. En bref, il existe une crise au sein même du gouvernement, qui peut faire un bond en avant avec l'aggravation de la tendance à une crise nationale multiforme. En raison de la gravité et de la dynamique de la crise nationale, il est possible que la crise politique évolue à pas de géant dans les mois à venir, ouvrant peut-être les conditions de la chute du gouvernement. La gauche doit être attentive à cette situation critique, en agissant conjointement et de manière décisive pour le renversement de Bolsonaro.

Version intégrale sur [alencontre.org](http://alencontre.org)

Pour endiguer réellement le Covid-19



EN FINIR AVEC LA GESTION CAPITALISTE DE LA PANDÉMIE

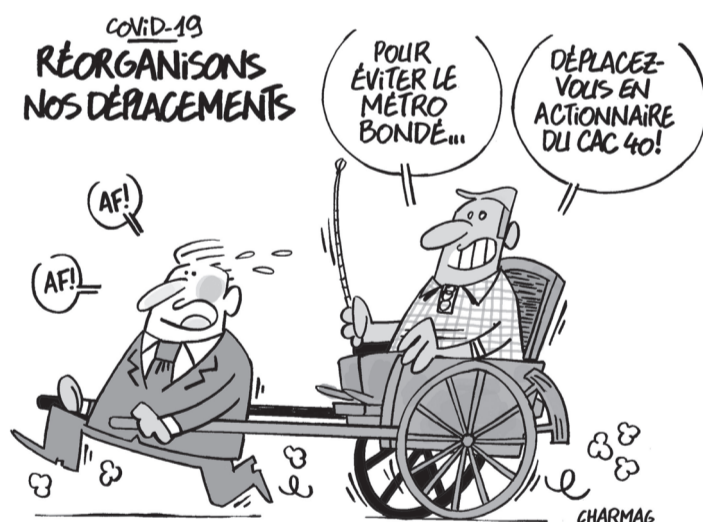
## LE COVID-19 COMME RÉVÉLATEUR D'UN SYSTÈME QUI MARCHE SUR LA TÊTE

Cela fait désormais plus d'un an que la crise liée à la pandémie de Covid-19 s'étend aux quatre coins de la planète. Un an de gestion catastrophique par les classes dominantes, dans l'incapacité de proposer, et cela est particulièrement marqué en France, un horizon de « sortie de crise ».

La crise du coronavirus a joué un rôle de révélateur : des conséquences dramatiques de l'austérité sur les systèmes de santé ; des catastrophes que peut générer le développement sans limite de l'agro-business, pour lequel le profit prime tout, y compris la vie, la nôtre et celle de la planète ; des dangers inhérents à l'économie capitaliste, contradictoire dans son essence même avec la planification de la production et son orientation vers les besoins de touTEs, pas les profits de quelques-uns ; de l'irresponsabilité de nos gouvernants qui, après avoir détruit l'hôpital public, ont pris, autoritairement, des mesures contradictoires et inefficaces, obsédés qu'ils sont par la sauvegarde du système économique, au mépris de la santé du plus grand nombre.

### Réorganisation des relations sociales

Si Macron et ses semblables se sont illustrés par une gestion calamiteuse de la crise, ce n'est pas – seulement – par incompetence, mais aussi en raison de ce qu'est leur vision du monde, de l'économie, des rapports sociaux, de la politique. Dans l'imaginaire étroit de ces adeptes béats de l'économie de marché, il ne faut en effet prendre aucune décision qui pourrait un tant soit peu remettre en cause durablement la logique capitaliste. On préférera ainsi dépenser des dizaines de milliards d'euros d'argent public pour maintenir à flot des grands groupes plutôt que de les faire passer sous contrôle public ; on refusera de plafonner réellement le prix des masques – sans même parler de les rendre gratuits – en avançant



l'argument selon lequel « il ne faut pas freiner l'innovation » ; on promettra des primes plutôt que d'augmenter les salaires, on fera appel au bénévolat plutôt que d'embaucher massivement dans les services publics, en premier lieu dans les hôpitaux.

Pour les classes dominantes, loin d'être l'occasion d'une improbable remise en question, la crise du Covid est au contraire une opportunité pour pousser à une réorganisation des relations sociales à laquelle aucun domaine de la vie ne devrait échapper, à la condition que les principes fondamentaux du capitalisme soient respectés et que le domaine du marché soit en extension. Nous devons prendre au sérieux la bourgeoisie et ne pas considérer que sa gestion chaotique, voire catastrophique, de la crise, serait liée à un déficit chronique de vision ou de stratégie. Elle est au contraire l'expression d'une vision du monde, typiquement capitaliste mais en perpétuelle

actualisation, et la situation exceptionnelle créée par la pandémie est l'occasion de procéder à de brutales contre-réformes tout en essayant de dépasser, à défaut de la résoudre, la crise d'hégémonie qui mine les classes dominantes, quitte à renforcer encore un peu plus les dispositifs autoritaires d'exercice du pouvoir.

### Des réponses à construire par en bas

C'est à cette réorganisation d'ampleur, promettant toujours davantage d'oppression et d'exploitation des êtres humains et de la nature et, partant, toujours plus de crises aux conséquences sociales et écologiques catastrophiques, qu'il s'agit de s'opposer. Ce qui commence par combattre, ici et maintenant, les choix catastrophiques des gouvernements capitalistes, en leur opposant des politiques au service de la majorité de la population, appuyées sur la mobilisation et l'auto-organisation de

cette dernière. Il s'agit entre autres de refuser la fausse alternative entre la santé et les emplois, qui repose sur le double postulat de la nécessaire croissance et de la toute-puissance du patron dans son entreprise. Il s'agit aussi de rejeter une seconde fausse alternative, entre les libertés publiques et la lutte effective contre la pandémie, fondée sur l'idée selon laquelle le combat contre le développement du Covid passerait nécessairement par des mesures contraignantes, imposées d'en haut.

Il s'agit de remettre au cœur de la discussion et des mobilisations toutes les questions – légitimes – qui se sont posées avec acuité lors des confinements du printemps : quelles sont les productions réellement utiles ? Quels sont les domaines desquels le privé doit être exproprié pour en finir avec les logiques de rentabilité ? Comment organiser le travail dans les secteurs indispensables, en écoutant en premier lieu les salariéEs, afin d'éviter les contaminations ? Comment partager davantage le travail, en réduisant massivement sa durée hebdomadaire sans perte de salaire, pour que cette réorganisation globale ne se fasse pas au détriment des salariéEs ? Comment financer tout cela en prenant l'argent là où il est, plutôt que de dilapider des dizaines, voire des centaines de milliards d'argent public, pour des « plans de relance » dont les recettes n'ont jamais fonctionné ? Qu'est-ce qu'une véritable politique sanitaire, faisant primer la vie et non les profits, et associant la population aux décisions qui la concernent, faute de quoi elles ne seront ni acceptées ni appliquées ?

Julien Salingue

## UNE POLITIQUE ZÉRO COVID PAR ET POUR LES DOMINÉ·E·S

Troisième confinement : le pari de Macron est perdu, c'est de nos vies que nous le payons. Les semaines prétendument « gagnées », ce sont des milliers de morts en plus, l'augmentation des admissions en réa, maltraitant les personnels et abandonnant les autres pathologies. Sans parler de la souffrance psychique, des maltraitances, des difficultés financières aggravées, notamment pour les femmes, les raciséEs et les premierEs de corvée, les oubliéEs de la vaccination, comme on le voit en Seine-Saint-Denis.

Leur stop and go, leur « vivre avec le virus » consiste à confiner quand cela dérape. En attendant, au maximum. Et à rouvrir tout de suite après sans rien changer. Une stratégie inefficace sur la pandémie, qui multiplie les risques d'émergence de nouveaux variants encore plus transmissibles. Elle est liberticide. Et insupportable sur le plan social et psychologique. Mais que devons-nous lui opposer ? On voit bien l'urgence aujourd'hui de plus de lits de réanimation, de plus de personnels de santé. Mais notre horizon ne peut se limiter à cela !

### Contre un reconfinement long et dur par l'État

La stratégie zéro covid vise à faire baisser radicalement la circulation du virus, pour pouvoir mettre en place une politique efficace de tests et d'isolement. Elle s'appuie souvent sur les exemples asiatiques de pays qui vivent sans le virus. Mais si cette stratégie se centre sur l'exigence d'un reconfinement long et dur par l'État, le mouvement social aura encore plus de difficultés à imposer les conditions sociales, psychologiques qui le rendraient supportable, notamment pour les dominéEs. Et il y a bien peu de chance que les dominants se limitent à confiner le virus. Ils chercheront aussi à confiner nos droits, nos libertés, notre force sociale, nos espoirs. Pour mettre en place un bio-pouvoir, dont le monde des GAFAM, de la perte de la biodiversité, de la déforestation, de la mondialisation capitaliste qui favorise les pandémies... sortira au total renforcé. C'est donc d'une autre stratégie zéro covid dont nous avons besoin, contre Macron et son monde, qui a oublié jusqu'à l'objectif de réduire le virus à moins de 5 000 contaminations par jour.

### Prendre nos affaires en mains

Une politique zéro covid pour et par les dominéEs, dans l'entreprise, le quartier, l'école, les lieux de culture, qui s'appuie sur nos mobilisations. Ce sont les salariéEs d'Amazon qui mettent en procès leur patron, les salariéEs de Safran ou des chantiers de Saint-Nazaire qui usent de leur droit de retrait, s'interrogent sur l'utilité de produire des nacelles d'avions de combat et des navires de croisière, comme lors de la première vague. Zéro covid à l'école, c'est à un moment la revendication de réquisition de locaux et d'embauches de personnels, pour diviser les classes et les cantines. Le refus de la reprise du sport en intérieur, la fermeture d'une classe dès le premier cas

partout, des testeurs de CO<sub>2</sub>, la filtration de l'air avec des filtres HEPA, une politique massive de tests et de vaccination. Mais c'est aussi, quand Macron et Blanquer laissent filer la pandémie, l'école qui se ferme d'elle-même. Les classes qui ferment avec la montée des cas covid, des profs touchéEs, des parents qui ne veulent plus mettre leurs enfants à l'école. Cela peut être aussi comme en Angleterre, quand le gouvernement exige une reprise rapide des cours dès janvier, sans changement de protocole sanitaire, le syndicat enseignant, fer de lance de la campagne zéro covid, qui refuse massivement la reprise, avant d'imposer un protocole plus efficace.

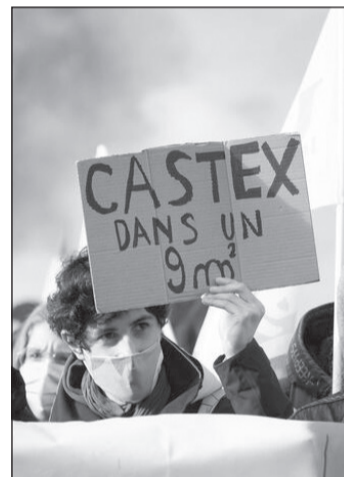


PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### Une lutte de la population

Zéro covid ne veut pas dire qu'il n'y a plus de virus. Cela veut dire une réduction des risques, de la circulation virale, jusqu'à rendre possible et efficace une politique de testage massif, individuelle mais aussi centrée sur les lieux, quartiers, moments où les contaminations sont les plus nombreuses, construite avec la population, et qui lui donne les moyens matériels, psychologiques, financiers... d'un auto-isolement en cas de contamination ou de cas contact. Faute de budget et de volonté, Macron n'a pas généralisé, comme promis, les équipes Covisam, qui devaient visiter partout les porteurEs du covid. Et le mouvement social n'a pas pu développer les expériences madrilènes du quartier pauvre de Lavapiés, où associations, habitantEs, centre de santé communautaire ont monté des caisses de solidarité pour les plus démunis, un réseau citoyen d'interprètes (bengali, wolof, arabe), formé des médiateurs covid au sein des populations. Ni immunité collective à la Trump ni stop and go qui n'a pas évité la troisième vague et qui réduit nos vies à la production de leurs profits, une politique zéro covid par et pour les dominéEs.

Frank Prouhet

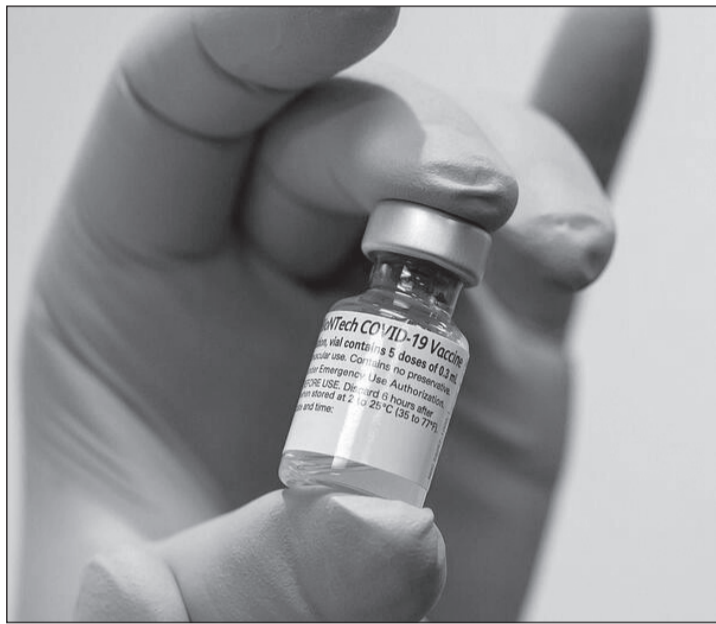
## POUR VACCINER LE MONDE ET RETROUVER LA LIBERTÉ, EN FINIR AVEC LE CAPITALISME DES BREVETS

Dans son intervention du 11 mars, le chef de l'État, pour faire étalage de chiffres, évoquait les «250 000» vaccinateurs mobilisés pour protéger la population. Les télévisions multiplient les images de vaccinodromes. Des effets d'annonce bien loin de la réalité...

La veille de ce beau discours, en une journée, Covidtracker comptabilisait seulement 238 000 doses injectées. Avec un flacon à 11 doses, la veille de son coup de pub, à peine 10% des vaccinateurs... avaient vacciné!

### Pour un accès universel, immédiat et effectif aux vaccins

La vérité, ce n'est pas qu'on manque de vaccinateurs, mais qu'on manque de vaccins! La vérité, comme le dit un communiqué de la CGT Sanofi, c'est qu'«après six mois d'une vaccination poussive, pour ne pas priver Big Pharma de ses profits, l'État prive encore et toujours les français de leurs libertés». À Jean Castex, qui interpellait l'opposition à l'Assemblée, en demandant qu'on lui indique «comment nous procurer davantage de doses», la réponse est simple: il faut suspendre les brevets qui privent le monde de vaccins, mutualiser les process technologiques, et réquisitionner toutes les capacités de production pour un accès universel, immédiat et effectif aux vaccins anti-covid. À commencer par les usines de Sanofi. Scandale absolu: face à une pandémie comme il en arrive seulement tous les cent ans, Sanofi, un des leaders mondiaux de la vaccination, produit des dividendes (3,8 milliards d'euros l'an passé), produit des chômeurs (5 000 chercheurEs licenciés en quelques années,



WIKIMEDIA COMMONS

encore 400 cette année)... mais ne produit pas de vaccins! La défense acharnée des brevets a permis l'an passé une rentabilité nette autour de 20% pour Sanofi, 23% pour Pfizer, 25% pour Johnson & Johnson, bien loin des 7% de moyenne du capitalisme actuel. Mais cela se paye au prix fort pour la santé du monde. En trois jours, les États-Unis ont vacciné 11 millions de personnes, autant que la France en 95 jours. Le Royaume-Uni a déjà vacciné à une dose 46% de sa population, la France seulement 13,4%. Boris Johnson révèle le secret de cette réussite: «Si nous avons réussi avec les vaccins, c'est grâce au capitalisme, grâce à la cupidité». Rafler le peu de doses

disponibles en payant toujours plus cher les brevets qui font les prix hauts et limitent les capacités de production. L'autre face de la médaille, c'est un véritable apartheid vaccinal pour les pays pauvres, ou l'Union européenne qui se déchire, certains États européens refusant de réserver trois millions de doses du vaccin Pfizer-Biontech à la Bulgarie, la Croatie, la Slovaquie, la Lettonie et l'Estonie, particulièrement confrontées aux retards de livraison du Pfizer.

«La pandémie ne s'arrêtera pas sans une distribution plus équitable des vaccins» Même la prestigieuse revue *Nature* est obligée de faire son

éditorial sur ce scandale mondial et titre: «Il est temps d'envisager un sursis pour les brevets sur les vaccins Covid». Extraits: «Le monde a besoin d'environ 11 milliards de doses de vaccin contre le coronavirus pour immuniser 70% de la population mondiale, en supposant deux doses par personne. Les pays les plus pauvres, qui représentent 80% de la population mondiale, ont jusqu'à présent accès à moins d'un tiers des vaccins disponibles [...]. Il faudra encore au moins deux ans avant qu'une proportion significative de la population des pays à faible revenu soit vaccinée». Et de conclure: «La pandémie n'est pas une compétition entre entreprises et elle ne s'arrêtera pas sans une distribution plus équitable des vaccins.» Et l'on pourrait ajouter que chaque jour qui passe sans que l'humanité ne soit vaccinée se compte en milliers de morts, sans parler du risque de l'apparition de super-variants encore plus agressifs, et qui échapperaient aux vaccins actuels. La séquence du coronavirus est publique. C'est l'argent public qui a fait les vaccins, la recherche, la production. Ce sont donc nos vaccins, notre santé. Et pas leurs brevets. Pour vacciner, vite, toute la population mondiale, pour préparer, vite, de nouveaux vaccins contre les futurs variants, pour retrouver, vite, notre liberté, il faut en finir avec le capitalisme des brevets et réquisitionner les capacités de production! **FP**

## FAIRE FACE AU COVID DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

Dans le secteur de l'automobile, en pleine pandémie, les directions combinent honteusement fermetures de sites, réorganisations, suppressions d'emplois. Pourtant les profits sont là même si l'activité est ralentie par les difficultés d'approvisionnement en puces électroniques. Chez PSA comme chez Renault, ce sont des dizaines de milliers de suppressions d'emplois qui sont programmées notamment chez les personnels tertiaires et études.

Ces politiques aggravent fortement la dégradation des conditions de travail et de vie des salariés. Avec la crise du Covid-19, la santé mentale s'est dégradée, les maux s'accumulent, anxiété, déprime, démotivation. Avec le télétravail et le chômage partiel imposé les salariés devraient faire cinq jours de travail en quatre.

### Aucune mesure concrète face au covid

D'un côté les modifications de services, la mise en chômage partiel désorganisent le travail, déstabilisent les salariés, engendrent stress, épuisement. La production ne s'effectue pas dans des conditions «normales». Le port du masque et l'application des mesures barrières, déjà difficiles à supporter en eux-mêmes, le sont encore d'avantage quand les effectifs en poste sont rabotés du fait de l'éviction des intérimaires et quand durée et intensité du travail ne sont pas réduites pour tenir compte des effets de cette «distanciation» imposée.

De l'autre, la multiplication, tant chez Renault que chez PSA, des «cas contacts», des covid déclarés, certains en réanimation, et même de décès, devrait imposer des mesures de prévention, d'organisation du travail visant à protéger la santé des salariés. En réalité l'information n'est pas faite; les directions mentent sur les chiffres, vont jusqu'au déni de cas avérés, et surtout ne prennent aucune mesure concrète. La multiplication des cas covid entraîne de plus en plus d'absences sur les postes de travail. Combiné avec le contingentement du nombre d'intérimaires, cela entraîne une charge de travail accrue face à laquelle les directions prétendent imposer des heures supplémentaires en temps de chômage partiel! Au

risque délibérément accepté de multiplier les cas covid dans les ateliers.

### Face au scandale, une nécessaire riposte

Le comble est que les directions relaient les propos de la ministre du Travail qui explique que le covid ne se propage pas dans les usines ou sur les lieux de travail. Pourquoi alors inciter voire imposer le télétravail? Les salariés contraints de se rendre physiquement sur leurs lieux de travail sont exposés à risquer leur santé et leur vie. Le scandale du maintien de l'activité de production de biens non essentiels est toujours là.

La réalité de la propagation du Covid va affecter de plus en plus toute l'activité de production. Un confinement même réservé aux seuls déplacements privés de la population aura nécessairement des conséquences sur les activités économiques, dont l'automobile. À l'époque du «juste à temps» pour éliminer les stocks, cela a des conséquences immédiates sur les activités de production. Alors que les concessions automobiles devraient être fermées, que les ateliers sont des clusters potentiels, et que les voitures sont sûrement moins essentielles que les livres, volume de production et mise au chômage partiel sont exclusivement définies selon les quantités d'approvisionnement, le niveau des stocks et les exigences de profit.

Conditions de travail des salariés et satisfaction des besoins les plus essentiels de la population sont ainsi délibérément sacrifiées. Même si des résistances existent avec des débrayages, des droits de retrait, avec des syndicats au mieux désorganisés, au pire empêtrés dans le dialogue social, il faudrait une riposte d'ensemble par groupe, dans la branche.

Jean-Claude Vessilier

## FACE À LA GESTION PATRONALE DE LA PANDÉMIE

La situation des salariés dans les entreprises est très variable selon le rapport de forces et le niveau d'organisation syndicale présent. Faire appliquer les recommandations du gouvernement, comme le décalage des horaires d'entrée ou le respect des distances, nécessite déjà une bataille. La gestion des cas contacts et l'isolement qui devraient être la règle sont souvent soumis au impératifs de production. Le gouvernement lui-même reconnaît qu'en mars 2021, un cas sur six de contamination identifiée avait eu lieu sur les lieux de travail.

Les mesures mises en place par les directions présentent par ailleurs d'autres risques notamment psychosociaux: disparitions de tous les espaces de convivialité comme les pauses café, suppression des cantines, repas seul ou entre trois vitres de plexiglas, isolement dans le télétravail... Les salariés déjà fragilisés dans leur vie quotidienne par la pandémie, se retrouvent aussi dans des situations anxiogènes au travail.

### Réorganisation patronale du travail

Pire que tout, la crise sanitaire est l'opportunité pour les directions de tester et mettre en œuvre une réorganisation du travail. La fracture entre les éligibles au télétravail et celles et ceux qui ne le sont pas s'accroît. Cela d'autant que le sentiment d'injustice est renforcé par le fait que les autres mesures sont insuffisantes, notamment à cause de l'absence de complément de rémunération au chômage



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

partiel. C'est une façon de cliver entre les ouvrierEs et des catégories qui apparaissent comme privilégiées de technicienEs ou d'ingénieurEs hors encadrement. C'est une réponse du patronat à l'homogénéisation lente mais opérée sur la base des conditions de travail et liée à l'augmentation générale du niveau d'études, qui commençait à s'opérer entre différentes catégories. L'autre

évolution significative est l'éclatement des collectifs de travail pour toutes celles et ceux qui sont en télétravail. ChacunE se retrouve isolé face à la pression exercée par le management, la vision globale du travail disparaît, les échanges se rétrécissent au travail, les organisations syndicales n'ont plus accès à toute une part des salariés... On rejoint par un autre biais une

forme d'uberisation du statut des salariés.

### Imposer les mesures nécessaires

Et enfin, c'est aussi l'occasion pour certaines entreprises de se débarrasser, au prétexte de la crise, d'une part de leurs salariés précaires ou pas et pour d'autres d'intensifier la productivité. Dans tous les cas, on est loin des mesures nécessaires pour réellement protéger les salariés: diminution du temps de travail pour limiter les contacts dans les transports et sur les lieux de travail, maintien total de la rémunération en cas d'arrêt maladie ou de garde d'enfant payées par la réquisition des dividendes, augmentation des moyens pour les services de santé au travail pour assurer un réel suivi des travailleurEs et proposer la prise en charge de la vaccination, des moyens pour l'inspection du travail pour faire respecter toutes les mesures y compris au sein de petites structures... **Elsa Collonges**



## PRESSE MAGAZINE

## Science et vie à la dérive

Neuf journalistes quittent la rédaction de Science et vie. Un départ actant leur refus de la dégradation éditoriale imposée au nom de la rentabilisation à outrance par le groupe Reworld Media.

Depuis cent ans, le magazine Science et vie propose un traitement et une vulgarisation compétente de l'information scientifique. Bien sûr, la rigueur exigée dans ce domaine a un coût pour le titre de presse: une rédaction suffisamment nombreuse avec des journalistes de haut niveau et parfaitement indépendants de tout pouvoir économique, politique ou scientifique. Cette exigence n'a pas tardé à entrer en collision avec les projets et les méthodes du nouveau patron, le groupe Reworld Media.

## La rentabilité à tout prix

Comment conserver voire améliorer ses résultats d'exploitation dans le nouveau contexte économique marqué par la perte du lectorat sur le papier, l'éparpillement des recettes publicitaires et leur baisse de rendement sur le numérique? Reworld a ses recettes.

Depuis qu'il a acquis les titres français du groupe italien Mondadori, Reworld n'a remplacé que moins de 20% des journalistes partis à l'occasion de la cession.

Ce vrai-faux éditeur a grandement recouru à l'externalisation de larges parties des magazines auprès par exemple d'agences dites «de presse». Ces dernières sous-traitent à leur tour à des prestataires soumis à toutes les pressions pour réduire les coûts. La qualité de journalistes de ces opérateurs restant à démontrer. La précarité des conditions de travail et de rémunération des personnels concernés ferait passer les pigistes «classiques» pour des privilégiés...

Sur le numérique, la logique est celle d'une course à l'audience pour maximiser les revenus publicitaires au détriment de la qualité de l'information.

C'est ainsi que la rédaction de Science et vie a perdu le contrôle éditorial du site science-et-vie.com. Ce sont désormais des «responsables d'audience» et des «chargés de contenus» qui sont en charge de maximiser le nombre de clics...

## Mélange des genres

Se débarrasser ainsi des journalistes, c'est se libérer de la convention collective, des grilles de salaires, des règles déontologiques régissant formellement la profession. C'est pouvoir estomper les frontières entre information, communication, publi-reportages, publicité plus ou moins masquée. Pour les journalistes de Science et Vie, la situation devenait insupportable. La matière scientifique ne se prête en aucune manière à cette confusion des genres.

Dans ce contexte, on peut s'étonner de l'inertie des pouvoirs publics. Le statut d'entreprise de presse emporte toute une série d'aides directes ou indirectes: plafonnement de certaines cotisations sociales, taux de TVA réduit, ristourne sur les tarifs postaux... Reworld Media mérite-t-il ce traitement particulier? Ce groupe est-il vraiment une entreprise de presse? Le départ des journalistes de Science et vie apporte une réponse évidente.

Quentin Montreuil

## ÉDUCATION NATIONALE

## Écoles fermées, problème réglé?

Dans les zones où le taux d'incidence était monté en flèche, cette mesure de limitation du risque arrive bien tardivement. Macron et Blanquer ont beau jeu de se vanter d'avoir retardé le plus longtemps possible leur décision: ce «temps gagné», comme ils disent, nous savons qu'il se compte pour nous, nos élèves et leurs familles, en milliers de malades et en centaines de morts. C'est ce que n'ont eu de cesse de répéter les collègues des établissements en droit de retrait ces dernières semaines. Les recteurs, qui ont systématiquement dénoncé leurs droits de retrait et expliqué qu'il y avait zéro risque dans les établissements scolaires, devraient avoir à rendre des comptes depuis que le président de la République a officiellement reconnu l'inverse.

## Impression de déjà-vu

Mais la colère vient aussi de l'absence d'anticipation de ce passage en distanciel, laissant profs et élèves se débrouiller par eux-mêmes, quasiment du jour au lendemain. Une situation qui n'est pas sans rappeler celle de mars 2020. Une fois encore, jusqu'à l'annonce de Macron, Blanquer a persisté dans sa stratégie consistant à aller de média en média pour répéter en boucle que les écoles ne fermeraient pas, au lieu de faire son job de ministre et de préparer l'institution à une éventualité à laquelle il aurait dû s'attendre.

Il a préféré soigner son image sur les réseaux sociaux et partager une chanson inspirée de Pink Floyd où l'on entend «Je déteste l'éducation en distanciel». Quel mépris pour les personnels, alors qu'il leur demande justement, trois jours plus tard, de s'adapter à cette nouvelle forme de travail... avec les moyens du bord! Car oui, nous aussi nous détestons les cours en distanciel, et nous savons les dégâts psychologiques, sociaux et éducatifs qu'ils comportent. Mais nous refusons l'instrumentalisation de ces souffrances pour justifier

Face à l'explosion des cas de COVID-19 parmi les élèves et les personnels de l'Éducation nationale, Macron semble donc être revenu à la raison. La bonne nouvelle, s'il y en a une, c'est sans doute que le gouvernement reconnaît officiellement que le virus circule dans les établissements scolaires, après des mois de déni de la part de son ministre Blanquer. Et c'est bien là le problème. Car, si cette décision a pu être accueillie avec une forme de soulagement par les personnels qui échappent provisoirement au risque d'attraper le COVID en allant travailler, le sentiment qui domine est malgré tout la colère.

ÉCOLE À LA MAISON  
EXERCICE 04

① COLORIE TON  
JEAN-MICHEL  
BLANQUIER



② FAIS-EN  
UNE SOLIDE  
BOLLETTE



③ RECULE DE  
DEUX MÈTRES  
ET VISE BIEN



CHARMAG

le déni sanitaire. Le résultat, c'est qu'aujourd'hui la politique irresponsable de Macron et Blanquer nous a fait perdre sur les deux tableaux: nous avons la catastrophe sanitaire et «en même temps» la catastrophe éducative.

## Une catastrophe que l'on aurait pu éviter

Il faut rappeler que des solutions existaient pour ne pas en arriver là, et que ces solutions ont été portées, sans relâche, par les travailleurs de l'éducation, depuis le début de la crise, localement et au travers de leurs syndicats. Fourniture gratuite de masques chirurgicaux et de FFP2, passage en demi-groupes partout, embauche de personnels d'entretien, médicaux et sociaux, achat de purificateurs d'air, réquisition de locaux, etc. Le ministre des fenêtres ouvertes n'a pas voulu

mettre un centime pour protéger les écoles du Covid-19. On voit où cela nous a menés.

Blanquer et Macron portent donc l'entière responsabilité de cette fermeture des établissements. Cet échec est leur échec. C'est aussi et avant tout celui d'un mode de gouvernance autoritaire et méprisant de l'École.

L'urgence de la démission de Blanquer, ce ministre irresponsable et dangereux, qui rend 640 millions de budget alors que jamais l'École n'en a eu autant besoin, doit être posée et imposée avec force.

## Rouvrir: quand et comment?

Les dégâts de l'éducation à distance ne nous font cependant pas oublier le risque de l'épidémie dans les écoles. Car même si nous avons gagné quelques jours de répit, rien n'indique que la situation sera maîtrisée le 26 avril, date de la réouverture en présentiel des écoles maternelles et primaires. Ces trois semaines de fermeture, alors que nul ne sait exactement quand aura lieu le pic de la troisième vague, suffiront-elles à écarter le risque pour les personnels et les élèves?

Et si ce n'est pas le cas, le gouvernement décidera-t-il de prolonger la fermeture des écoles, ou de renvoyer profs et élèves en classe, dans les mêmes conditions que celles que l'on vient de connaître ces dernières semaines?

L'erreur serait en tous cas de se satisfaire des promesses de vaccination des profs, rabâchées par la communication ministérielle. Le fiasco de la politique vaccinale incite plutôt à la méfiance, et de toute façon le calendrier annoncé ne garantit une protection des personnels qu'au cours du mois de juin... au minimum.

En Angleterre, les personnels de l'éducation, appuyés par leurs syndicats, ont mené un bras de fer victorieux avec le gouvernement, mettant en balance leur refus de revenir dans les classes si les conditions sanitaires n'étaient pas réunies. Il y a sans doute là un modèle dont peuvent s'inspirer les enseignantEs françaisEs. Car les derniers jours l'ont prouvé à nouveau: il n'y a qu'en prenant nos propres affaires en main que nous pourrions nous protéger de la catastrophe sanitaire et éducative.

Raphaël Alberto

## AP-HP Non à la fermeture des hôpitaux Bichat et Beaujon!

À l'appel du comité de défense des hôpitaux Bichat/Beaujon, 300 personnes se sont rassemblées jeudi 1<sup>er</sup> avril devant l'hôpital Bichat pour exiger le maintien et la rénovation des deux établissements hospitaliers, condamnés à la fermeture par le projet de fusion au sein du Grand hôpital Nord.

Première initiative publique du comité de défense des hôpitaux Bichat (Paris 18<sup>e</sup>) et Beaujon (Clichy)<sup>1</sup>, le rassemblement avait été appelé à l'occasion de la tenue d'une réunion du comité technique d'établissement. Mais, face à la mobilisation, celle-ci a été remplacée à la hâte par une réunion en visioconférence laissant place à plusieurs fourgons de police dans l'enceinte de l'hôpital Bichat.



DR

## Suppression de 400 lits et 1000 postes

UsagerEs, soignantEs, syndicalistes, militantEs

et éluEs soutenuEs par les salariéEs en lutte des TUI et les occupantEs de l'Odéon n'en ont pas moins exprimé leur refus de la casse du

secteur de la santé publique et de l'offre de soins qui en découle.

L'allocation de Macron la veille, prétendant réarmer

l'hôpital en «ouvrant» 1200 lits supplémentaires en Île-de-France, n'a fait que renforcer la détermination des présentEs à lutter contre le projet de fusion qui entraînerait la suppression de 400 lits et de 1000 postes de soignantEs.

Une première initiative réussie pour une campagne qui ne fait que commencer.

## Correspondante

1 - Constitué le 22 mars et rassemblant syndicats, collectifs, partis politiques (dont le NPA) et personnalités de Paris 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>, de Clichy et de Saint-Ouen.

Pour signer la pétition pour le maintien et la rénovation de Bichat et Beaujon: <https://www.change.org/p/aphp-défense-des-hôpitaux-bichat-et-beaujon>

## NORMANDIE

«Ça devait arriver!»  
(parole de prof)

Vendredi 19 mars, deux coups de feu retentissent aux abords du lycée professionnel et technologique Jules-Verne (Mondeville, agglomération de Caen, Calvados). Un élève a pressé la détente d'un pistolet d'alarme. Son geste vise à intimider un camarade. Mais dans le vase déjà trop plein des griefs de l'équipe, il pousse celle-ci à passer à l'action: cette fois, trop c'est trop.

Un droit de retrait est déposé dans l'après-midi et reconnu aussitôt. Pour autant, un vrai bras-de-fer s'engage. Le rectorat ne conteste certes pas ce premier droit de retrait,

mais il minimise les faits et pousse à la reprise du travail immédiate. Cependant, les acteurs qu'il a envoyés jouer cette comédie ne sont pas à la hauteur. Son Monsieur Sécurité se fait renvoyer dans



## PATRONS POLLUEURS Dix-huit mois après son crime, Lubrizol tente d'éviter son procès pénal

Le 26 septembre 2019, les habitantEs de Rouen et de son agglomération se réveillaient sous un immense panache de fumées. Dans la nuit, près de 10 000 tonnes de produits chimiques ont brûlé. Malgré les propos rassurants du ministre Castaner et du préfet local, les faits sont là : le nuage comprenait bel et bien des composants cancérigènes, et des débris des toitures amiantés ont couvert une partie de la ville. Mais 18 mois après, Lubrizol essaie d'éviter son procès pénal.

Lubrizol essaie d'échapper à la justice en demandant l'annulation du procès-verbal d'infraction, établi par deux inspecteurs de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), et de sa mise en examen. Avant de se rétracter la veille de l'audience qui s'est tenue le 31 mars devant la chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Paris, l'entreprise demandait carrément la nullité de l'ensemble de l'enquête de flagrance et de l'enquête préliminaire.

### «Pression médiatique, politique et populaire»

Pour l'avocate de Lubrizol, le contexte post-incendie avec une «pression médiatique, politique et populaire», en citant notamment les slogans des manifestantEs comme «Lubrizol coupable», aurait poussé les deux inspecteurs de la DREAL à faire acte de «déloyauté», de «partialité», et d'«erreurs», ce qui violerait les droits de la défense de la puissante multinationale. Ainsi, les deux délits et 11 contraventions ayant fait l'objet d'un



procès-verbal relèveraient presque de l'imaginaire ! Déformant les réponses de l'inspecteur de la DREAL auditionné début octobre 2019 par les services de police, Lubrizol sous-entend que les deux inspecteurs auraient reçu des pressions de leur hiérarchie (sans viser nommément le préfet ou l'ex-ministre de l'Environnement Elisabeth Borne...) Pour étayer cette hypothèse, Lubrizol a transmis quelques jours avant l'audience trois attestations de cadres de l'entreprise affirmant

avoir entendu un des deux inspecteurs indiquer être en désaccord concernant plusieurs infractions ! Pour résumer, Lubrizol ne comprend pas que le torchon brûle après avoir entretenu des rapports de connivence avec la DREAL et la préfecture avant l'incendie !

### Lubrizol essaie de gagner du temps

Manifestement, les arguments de Lubrizol n'ont pas convaincu le parquet général qui a conclu au rejet de la requête. Les parties

civiles, représentant notamment les syndicats et associations, ont pu facilement démontrer qu'aucun élément ne justifiait de faire droit à leur demande.

Manifestement, cette requête est vouée à l'échec, comme cela devrait être confirmé lors du délibéré du 30 juin. Cependant cela aura permis à Lubrizol de gagner du temps en retardant les investigations et en reculant la programmation du procès pénal, espérant sans doute que les habitantEs auront alors oublié le crime industriel du 26 septembre 2019. Si le ministère de l'Environnement a pris quelques mesures après l'incendie concernant les stockages de produits dangereux, le compte n'y est pas et les industriels, à Rouen comme ailleurs, continuent à jouer avec la vie des travailleurEs et des riverainEs. Il nous reste à construire un mouvement d'ensemble pour organiser une résistance populaire contre les risques industriels. Les initiatives de mobilisation de septembre prochain pour les 20 ans de l'explosion d'AZF et les deux ans de l'incendie de Lubrizol peuvent y contribuer.

Gérald Le Corre

## ÉCOLOGIE Week-end de défense de la Prévalaye les 10 et 11 avril à Rennes

Depuis l'été 2020, plusieurs collectifs et associations écolos rennaises se sont ligüés avec le collectif de Sauvegarde de la Prévalaye pour contrer le projet destructeur et imposé d'extension des infrastructures du Stade Rennais Football Club à la Prévalaye. Nous reproduisons leur appel à mobilisation.

Ce projet de 3,5 hectares, soutenu par la majorité «sociale-écologiste» rennaise, détruirait des prairies naturelles et des jardins vivriers pour la construction de bureaux, parkings, de deux terrains de foot et d'une voie d'accès supplémentaire.

### Artificialisation systémique des terres

La Prévalaye est un secteur de 450 hectares peu urbanisé à l'ouest de la ville de Rennes, avec un paysage de bocage et une vocation agricole historique. La Ville et la Métropole, pour garder la main

sur le foncier, refusent tout projet d'installation agricole durable au profit d'aménagements touristico-récréatifs ou de l'extension des infrastructures du Stade Rennais. Nous revendiquons l'urgence d'arrêter ces projets inutiles mais aussi celle d'une plus grande résilience alimentaire locale, de la préservation des ressources en eau et en biodiversité, ainsi que le maintien d'usages patrimoniaux (jardins vivriers) sur notre territoire.

L'aménagement urbain de la Prévalaye fait partie de tous ces «petits» projets imposés par la Ville et la Métropole rennaise



qui produisent l'artificialisation systémique des terres, à l'image du monstrueux projet Via Silva à Cesson-Sévigné qui prévoit la

destruction de 650 ha de terres agricoles et naturelles au profit d'un éco-quartier... en béton. Cette année, la défense de la Prévalaye s'est accélérée : manifestation, rassemblement, plantation rebelle. Nous étions à chaque fois plusieurs centaines à nous réunir à la Prévalaye. FortEs de ces moments, nous voulons faire grandir encore notre lutte en proposant un week-end entier de manifestation et de plantations les 10 et 11 avril à Rennes et à la Prévalaye.

Programme et informations sur <https://expansive.info/Week-end-de-defense-de-la-Prevalaye-le-10-et-11-avril-2612>

## GENNEVILLIERS Grève victorieuse pour les soutiers d'Ikea

Ambiance inhabituelle la semaine dernière dans le port de Gennevilliers : les klaxons du flot de camions et de véhicules utilitaires se relaient pour saluer les drapeaux rouges CGT des grévistes de FM Logistic.

Pendant une semaine, ces grévistes se sont installés avec sono et barbecue devant leur lieu de travail, un énorme entrepôt, inauguré il y a deux ans, présenté comme ultramoderne avec sa rampe d'accès aux étages pour les poids lourds (bonjour la pollution !). Il est occupé par Ikea – mais pas de ces célèbres grandes lettres bleu et jaune sur le bâtiment pourtant situé au milieu d'une circulation très dense.

### Une entreprise qui ne connaît pas la crise

Ikea cherche à faire oublier qu'il est le seul donneur d'ordres dans cet espace de bas salaires et de conditions de travail éprouvantes, fonctionnant H24 et sept jours sur sept. En plus de FM Logistic, Ikea fait travailler dans ces bâtiments deux autres sous-traitants pour les livraisons. Pour sa part, FM y emploie 80 salariéEs et, en permanence et en toute illégalité, plus d'une centaine d'intérimaires. Cette société aime à se présenter comme familiale, proche des salariéEs, favorisant la «diversité» dans l'encadrement. Cette publicité bien macronienne est évidemment loin du sort fait aux 27 500 personnes employées sur les 180 plateformes réparties sur tout le globe : bas salaires, précarité, manipulation constante de charges lourdes, et la seule perspective de carrière c'est de finir plus ou moins vite avec le dos cassé.

Les profits vont bien... Progression des bénéfices de 21% en 2020, 42,5 millions d'euros pour 1,431 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Avec les commandes en ligne, leur grosse entreprise ne connaît pas la crise !

### Cinq jours de grève

À l'initiative de la jeune section CGT, les salariéEs – 100% de grévistes parmi les embauchés hors la poignée de cadres – sont partis en grève à l'occasion des NAO, malgré la dispersion en équipes postées.

La grève a été reconduite par acclamations pendant cinq jours. Les gains pourraient sembler modestes : 0,1% d'augmentation en plus des 1,2% proposés par la direction, une prime de transport annuelle de 150 euros, une prime mensuelle dite de productivité d'au minimum 50 euros, et la subrogation en cas d'arrêt maladie et accident du travail.

Mais comme souvent le principal acquis de cette grève n'est pas dans ces résultats, même s'ils ne sont pas si modestes. La fierté et la joie des grévistes au moment de la reprise étaient manifestes. Fierté d'avoir su faire plier celles et ceux d'en face, les directeurs qui se pavanaient le premier jour en répétant aux grévistes qu'ils et elles n'obtiendraient rien.

Joie de la solidarité entre eux ressentie par toutes et tous. Et en plus il y avait le soleil...

Les grévistes ont aussi fait l'expérience d'une solidarité hors de l'entreprise avec la présence active de l'union locale CGT et de syndicalistes d'autres entreprises comme Geodis. L'idée de s'organiser face aux patrons devient alors bien concrète ! Ces acquis-là sont précieux et durables pour se faire respecter à l'avenir. À suivre...

Correspondant

les cordes lorsqu'il propose une formation pour apprendre à distinguer les armes à feu. Quant à David Marie, proviseur de vie scolaire à qui Mediapart a offert son heure de gloire en révélant son rôle dans la création du faux syndicat lycéen blanquérien Avenir lycéen, il lui semble bizarrement plus compliqué d'accepter les embauches réclamées par l'équipe que d'arroser quelques jeunes de dizaines de milliers d'euros.

### AG quotidiennes

Les revendications sont connues depuis longtemps : il manque à minima trois surveillantEs (AED) et un conseiller principal d'éducation (CPE) ; un poste qui existait encore il y a quelques années. Les moyens actuels ne permettent pas d'assurer un fonctionnement normal : chaque jour, trois à quatre AED doivent

surveiller les cinq hectares d'un établissement aux multiples recoins, et les agents d'entretien nettoient chacun environ 1800 m<sup>2</sup>.

Alors tous les matins, les personnels – surtout des profs – mobiliséEs se retrouvent à la grille à 7 h 30. Ils savent que leur lutte, même couverte par le droit de retrait, peut être tenue pour une vraie grève par la hiérarchie et leur valoir des pertes de salaire. Mais tous les jours, ils et elles distribuent des tracts aux élèves, puis tiennent une AG avant de travailler par groupe tant sur la conduite de la lutte que sur la communication à l'extérieur ou encore la réflexion sur comment changer concrètement et à court terme tout ce qui dysfonctionne au lycée. Si la plupart des cours n'ont pas lieu, les collègues ne chôment pour autant pas !

Mais, face à elles et eux, la rectrice Christine Gavini-Chevet, camarade de promotion de Macron à l'ENA, refuse tout, y compris d'indiquer à quelle date elle daignera accorder l'audience réclamée par l'équipe. Ce qui n'empêche pas ses services de prétendre à la presse qu'un dialogue a lieu.

### Solidarités des collègues, recul du rectorat

Le vrai dialogue, c'est avec leurs collègues de l'agglomération de Caen que les Jules-Vernistes en lutte l'ont. Du jeudi 24 mars au jeudi suivant 1<sup>er</sup> avril, plusieurs dizaines de profs extérieurs à Jules-Verne viennent à tour de rôle au piquet de 7 h 30 les soutenir. Lundi 29 mars, jour délicat puisqu'il s'agit de repartir pour une deuxième semaine de bagarre, ils sont une quarantaine



présents. Cela compte pour motiver les hésitants de Jules-Verne. Et de plus loin viennent des photos où des dizaines d'enseignantEs affichent des messages d'encouragement. Les liens tissés l'an dernier pendant la grève contre la réforme des retraites et le bac Blanc ont été réactivés avec succès.

Mercredi 31 mars, l'inspection d'académie convoque une réunion où elle annonce qu'elle cède sur la moitié des postes revendiqués. Certes, ces moyens ne sont accordés que pour la fin de l'année. Mais au début de la lutte, il n'était question que de fractions de ces postes, et pour un mois seulement ! Surtout, les enseignantEs en lutte imposent leur protocole de reprise des cours. Quant aux retrais sur salaire dont la hiérarchie les menace en dépit de trois droits de retrait déposés, ils ne manquent pas d'arguments pour les contester.

Jeudi 1<sup>er</sup> avril, c'est avec café et viennoiseries que le dernier piquet a réuni les Jules-Vernistes et leurs soutiens. ConscientEs que le rectorat a mangé une partie de son chapeau. Et qu'il reste l'autre à lui faire avaler.

CorrespondantEs



## Surveillance au travail

# Big Ikea is watching you

Du 22 mars au 1<sup>er</sup> avril dernier se tenait un procès hors normes : après celui de la souffrance au travail avec Orange en 2019, c'est celui de la surveillance au travail chez Ikea, le géant du meuble suédois, qui a eu lieu devant le tribunal judiciaire de Versailles en présence de seize prévenuEs, dont la société comme personne morale et plusieurs de ses ex-dirigeantEs, et de près de 120 parties civiles.



WIKIMEDIA COMMONS

Ils et elles ont aussi demandé l'élargissement de l'instruction dans la mesure où l'institution policière en tant que telle est la grande absente des débats et où, par exemple, il est avéré qu'un commissariat proche d'un magasin a été meublé par les soins de l'enseigne...

### Pour vivre heureux, vivons cachés... et surveillés!

Du côté de la défense et hormis le responsable national de la sécurité de l'époque, la cheville ouvrière du système, qui reconnaît les faits, on s'efforce de minimiser les faits ou de jouer sur les subtilités du Code

pénal pour diminuer au maximum la prévention. Pire, on se plaint de la médiatisation importante de l'affaire, bien normale au regard de l'énormité des faits, pour expliquer la souffrance des victimes.

La procureure a demandé des relaxes mais aussi des peines de prison allant jusqu'à trois ans, dont un ferme, contre les instigateurs de ce système, et deux millions d'euros d'amende pour la société (à titre de comparaison, Ikea France a réalisé un chiffre d'affaires de 2,790 milliards d'euros pour l'exercice 2019-2020). Le délibéré sera rendu le 15 juin, une nouvelle occasion pour les syndicats et les victimes directes de ce procédé de se rassembler pour, il faut l'espérer, accueillir une condamnation exemplaire et utile là où les données personnelles – et les moyens de les collecter – ont explosé depuis cette date avec l'essor des réseaux sociaux.

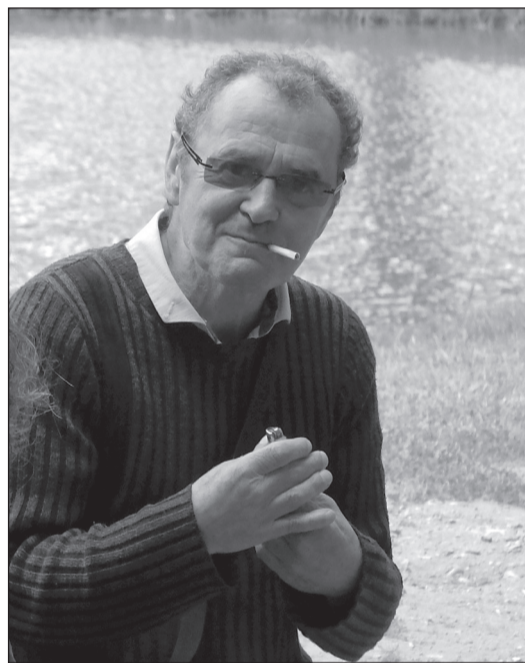
LD

## Les Nôtres

# Roger Depré

Notre camarade et ami Roger Depré est décédé, à l'âge de 66 ans.

« **O**n se souviendra de son rire, de sa générosité, de son sens de la convivialité, des apéros, de ses escapades au festival d'Avignon », comme l'exprima notre camarade dans son hommage lors des obsèques, mais on se souviendra aussi que jusqu'au bout, jusqu'à ce que ses forces le lâchent brutalement, il a été un militant qui a eu toute sa vie la lutte des classes comme fil conducteur. À la LCR puis au NPA et également à la CGT.



DR

### « C'était un militant révolutionnaire généreux »

Syndicaliste à l'Équipement et, pendant quelque vingt ans, un des dirigeants de la CGT 66 (Pyrénées-Orientales), il fut un de ses « piliers », comme l'a souligné l'ancien secrétaire général de l'UD qui a tenu à saluer « l'homme de réflexion et de cœur » dont les « engagements étaient à la hauteur de l'humain, posé en apparence mais bouillonnant à l'intérieur » et pour qui la solidarité était une valeur profonde, et d'abord envers celles et ceux qui souffrent le plus.

Si Roger fut de tous les combats syndicaux – y compris lors des derniers où il faisait une apparition, appuyé sur ses béquilles, il s'engagea aussi aux côtés des sans-papiers. Y représentant la CGT, il fut une des chevilles ouvrières du premier collectif de défense des migrantEs, en 1998, qui avaient trouvé refuge dans divers locaux politiques (comme celui de la LCR) et à la bourse du travail de Perpignan avant d'occuper le local de l'Église réformée – et de remporter une victoire en arrachant leur régularisation!

Un des derniers combats de Roger, bien conscient de la gravité de la période que nous vivons, a été son engagement, dans un cadre unitaire où à nouveau il représentait la CGT 66, en défense des droits et libertés démocratiques face à la dérive autoritaire du pouvoir puis face au danger que représente la prise de la mairie de Perpignan par le RN Aliot. Comme l'a exprimé en quelques mots un camarade qui a partagé tant de luttes avec lui, « c'était un militant révolutionnaire généreux, un trotskiste sans le moindre sectarisme et un syndicaliste infatigable fidèle à la CGT. C'est une perte douloureuse pour toutes celles et tous ceux qui rêvent d'un monde meilleur. So long, Roger! »

Ses amiEs et camarades du NPA 66

Les audiences ont permis de confirmer que, du début des années 2000 à 2012, la société a procédé à une surveillance systématique de son personnel avant qu'une plainte ne soit déposée qui a donné lieu à une instruction fleuve.

### Collusions avec la police

Ainsi, en embauchant comme responsables de la sécurité, au niveau national comme local, des anciens policiers et gendarmes, elle s'assurait que ces derniers, avec l'aide de membres des forces de l'ordre encore en activité qui ont accès à des fichiers comme le STIC, se renseignent sur les salariéEs comme les clientEs considérés comme gêneurs. Elle allait, jusqu'à l'ouverture de chaque magasin, passer au crible les antécédents judiciaires des futures embauchéEs, et dresser des fichiers de son personnel contenant des éléments ayant trait à sa vie privée.

Outre des (ex-)salariéEs, dont beaucoup de syndicalistes, qui ont vu leur vie brisée par cette inquisition par des maladies, séparations voire tentatives de suicide, ce sont des dizaines de structures syndicales, dont les confédérations CFDT, CGT et Solidaires, qui se sont constituées partie civile, demandant pour certaines jusqu'à un million d'euros de condamnation dans l'intérêt de la profession qu'elles représentent.

## Lyon

# Interdiction de la manif contre l'extrême droite : la préfecture a choisi son camp!

Nous publions des extraits du communiqué unitaire, dont le NPA est signataire, diffusé suite à l'interdiction, par la préfecture du Rhône, de la manifestation contre l'extrême droite qui devait se tenir le samedi 3 avril à Lyon.

Le 20 mars, 48 militants d'extrême droite ont attaqué la librairie la Plume Noire, connue pour ses engagements pour l'égalité sociale, et ses positions contre le racisme et l'extrême droite. L'Union communiste libertaire, organisation gérante du lieu, et le Collectif unitaire pour la fermeture des locaux fascistes à Lyon ont souhaité apporter une réponse politique large à cette nouvelle agression violente de l'extrême droite en organisant une manifestation unitaire ce samedi 3 avril à 14 heures. Le soutien autour de cette manifestation a été extrêmement fort, réunissant notamment les organisations, partis, syndicats, groupes politiques et associations membres du Collectif pour la fermeture des locaux fascistes 69, une intersyndicale départementale, un soutien étendu au niveau national mais également un soutien populaire massif.

### Impunité des nazillons locaux

Mercredi 31 mars, la préfecture a imposé dans un premier temps un changement d'itinéraire par rapport à celui déposé. Après un rendez-vous en préfecture et face à un mur, les organisateurEs ont fait le choix d'un parcours alternatif, déplaçant le départ de Terreux à Manufacture des Tabacs. L'avant-veille du jour de la manifestation, la préfecture interdit la manifestation. La personne ayant accepté d'être le



DR

contact des policiers a même reçu une visite d'agents en uniforme à son domicile à près de 23 heures! Nous dénonçons ici la violence et le mépris avec lequel nous sommes traitéEs. La préfecture refuse de prendre en compte la dangerosité et la régularité des violences d'extrême droite à Lyon, et continue à encourager l'impunité des nazillons locaux. Pire, la préfecture renvoie une nouvelle fois dos à dos les progressistes et l'extrême droite radicale. Nous dénonçons la non-prise en compte de la violence et la haine de ces groupes d'extrême droite. Nous dénonçons la non-prise en compte par la police et la justice des violentes agressions perpétrées par

ces groupes, trop peu de plaintes aboutissent. Nous aimerions que le procureur soit aussi rapide que pour la « fête » sur les quais de Saône pour ouvrir des enquêtes notamment suite à l'attaque violente qu'a subie la librairie la Plume Noire! Nous dénonçons ici non seulement la complaisance de la préfecture, représentante locale de l'État, face à l'extrême droite, mais également l'application claire d'une politique du « deux poids deux mesures » face aux fascistes et aux réactionnaires. Complaisance car agression après agression, violences multiples sur les personnes, attaque après attaque, nous ne constatons aucune réaction : ni interpellation ni condamnation.

Au contraire les services de l'État laissent les fascistes s'installer à Lyon, autorisent leurs rassemblements et protègent leurs agissements.

Pour nous, pour nos soutiens, organisations ou individuels, pour les habitantEs des Pentes de la Croix-Rousse et toutes les personnes souhaitant affirmer haut et fort que les fascistes doivent être combattus, nous n'en resterons pas là. Nous souhaitons pouvoir nous rassembler, échanger, et surtout rappeler que les fascistes n'ont pas leur place, ni ici ni ailleurs, et qu'il est urgent de fermer leurs locaux lyonnais.

Lire la version intégrale sur notre site.

## L'Anticapitaliste



Un hebdomadaire, une revue mensuelle, un site internet  
**ABONNEZ-VOUS!**  
diffusion.presse@npa2009.org # www.npa2009.org

Voir bulletin d'abonnement page 12.

## 48<sup>e</sup> festival de BD d'Angoulême

# Du report... à l'annulation

Tandis que le monde de la culture est en révolte et s'organise avec l'occupation de près de 100 théâtres, les mauvaises nouvelles tombent les unes après les autres. Tous les festivals dont la jauge est supérieure à 30 000 spectateurs/jour renoncent les uns après les autres : heavy métal, rock et enfin BD.

À la date habituelle de fin janvier, le festival d'Angoulême avait déjà reporté la manifestation publique à la fin juin. Par prudence, les organisateurs avaient fait aboutir le déroulement des sélections officielles et proclamer le palmarès<sup>1</sup> des Fauves 2021 dans un théâtre d'Angoulême vide.

### La situation sanitaire ne permet aucune liberté

Plus personne ne croit aux prévisions du Jupiter épidémiologiste de l'Élysée. En juin et quel que soit la vitesse de la vaccination, le pays connaîtra toujours des restrictions sur les rassemblements de masse. Peut-on imaginer un festival d'Angoulême « sans les déambulations entre les "bulles", le théâtre, les musées, la médiathèque géante et autres sites, sans se croiser et se recroiser pour respirer librement la bande dessinée »<sup>2</sup>? Comment faire venir les acteurs de la BD du monde entier, assurer les créations in-situ, accueillir les foules de jeunes à la recherche de leurs idoles et de leurs auteurs ? Il n'y avait pas de solution pour vivre et seule une édition très réduite pouvait s'envisager. Mais qu'en était-il du côté des créateurs et créatrices qui avaient menacé de boycotter le « monument » de la BD ?

### Les revendications des auteurs toujours sans réponse

La mobilisation des auteurs et autrices avait été si forte l'année



passée que Macron avait dû, sur la base du rapport établi par Bruno Racine, promettre de prendre des décisions quant au statut des auteurs pour les sortir de la précarité. Seize mois plus tard rien n'a été fait tandis que la mobilisation générale du secteur de la culture aide les acteurs de la BD à faire entendre leurs voix. Le Festival en lui-même est pris en tenaille entre les intérêts capitalistes des maisons d'édition et les revendications de la base. Le

Festival refusant officiellement de militer pour la cause des auteurs, la « bronca » continue et le célèbre Lewis Trondheim, auteur de BD multi-récompensé à Angoulême, vient même de rendre ses récompenses à la direction du Festival en signe de protestation. Difficile dans cette ambiance d'organiser un festival à jauge réduite où les auteurs en colère auraient dû bénévolement attendre dans des sas de sécurité tandis que la colère aurait grondé dehors.

En dépit de cette situation tendue, la direction du festival compte quand même faire voter les auteurs pour désigner fin juin le Grand Prix qui récompense un auteur pour toute sa carrière et qui succéderait à Emmanuel Guibert, lauréat 2020. Rien n'est sûr, sinon que le 49<sup>e</sup> festival se tiendra bien du 27 au 30 janvier 2022!

### Une consolation avec la confirmation du 29<sup>e</sup> festival BD de Martel

Les organisateurs du festival de Martel, dans le Lot, dont l'un des présidents d'honneur est le créateur du festival d'Angoulême, ont de leur côté confirmé la tenue de l'édition 2021, le 18 juillet. La jauge en participantEs dans la vieille cité médiévale est en effet moindre et permet d'être optimiste. Des auteurs majeur(e)s comme Cécile Wagner et Gani Jakupi ont confirmé leur participation. Rappelons que Cécile Wagner a notamment publié *La Trahison du réel*, une biographie sur la peintre surréaliste oubliée Unica Zürn, et Gani Jakupi *les Amants de Sylvia* sur la secrétaire de Trotski qui, par ignorance et amour, permit à Ramon Mercader d'assassiner le « vieux », ainsi que *El Commandante Yankee*<sup>3</sup> sur un pan méconnu de la révolution cubaine. À vos agendas!

### Sylvain Chardon

1 – À noter que les différents jurys ont souvent distingué des romans graphiques mis en avant par notre journal en 2020, comme *le Anais Nin* de Léonie Bischoff (prix du public) ou le drame syrien de Nadia Nakhle, *les Oiseaux ne se retournent pas* (prix des lycées).

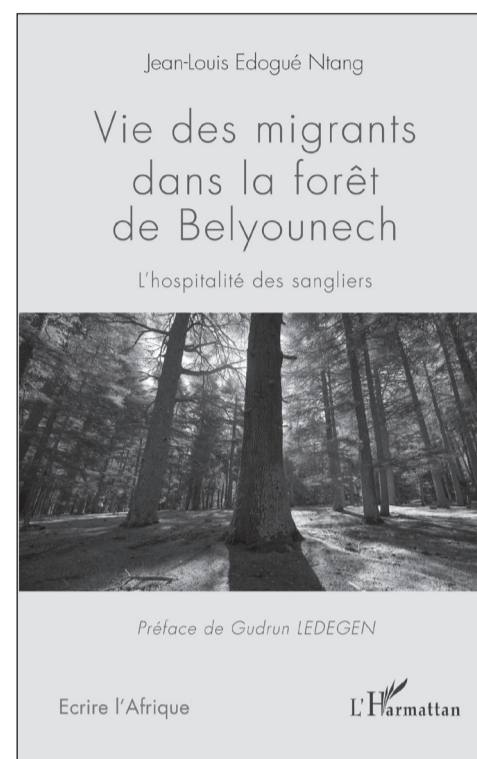
2 – Communiqué de l'association des bénévoles du Festival.

3 – Tous ces ouvrages ont été chroniqués dans *L'Anticapitaliste*.

## Essai

# Vie des migrants dans la forêt de Belyounech, de Jean-Louis Edoqué Ntang

L'Harmattan. 274 pages, 27 euros.



La sueur, la peur, la fuite, l'anxiété permanente... La mort n'est jamais très loin. On comprendrait aisément que le désespoir vienne à bout des forces des migrantEs, et ce livre pourrait n'être que la sombre chronique d'un monde devenu fou qui broie les plus vulnérables. Ce serait sans compter sur la force de vie qui anime l'auteur et ses amiEs, sur la vigueur de leur intelligence qui les empêche de sombrer, sur le recours à la poésie, à la littérature, à la science. Ce serait sans compter sur sa plume.

### Migrant subsaharien

Accablé par la corruption qui règne et rend son travail impossible, Jean-Louis<sup>1</sup> décide de quitter le Cameroun. Il devient un migrant subsaharien. Il entreprend alors un parcours de plusieurs mois, au travers du Nigeria, du Niger, de l'Algérie. Au bout de la route, le Maroc, porte d'entrée sur l'Europe via l'enclave espagnole de Ceuta. C'est là que s'organise la « forêt », une sorte de jungle façon Calais, où sont mis en attente les candidatEs au passage. La menace plane sans cesse de l'armée marocaine, de ses razzias dévastatrices qui sèment la terreur... Comme touTEs les migrantEs subsaharienEs Jean-Louis doit s'adapter à la précarité extrême de cette nouvelle vie, où les inquiétants sangliers ne sont pas, et de loin, les mammifères les plus dangereux.

### Observateur participant

Jean-Louis n'a de cesse de noter, de consigner les observations que lui dicte la réalité sociale du monde qui l'entoure, qu'il subit, mais auquel il participe. Il en réalise ainsi une description très minutieuse. Pour dépeindre la vie de la « forêt », il emploie les mots des migrantEs : les « ghettos » où dorment les migrantEs – c'est le nom des tentes enchassées à la végétation – les « tranquillos », zones plus reculées où ils passent la journée. Le « chairman » règne en maître sur la petite communauté dont il a la charge, gère le passage de ses « administréEs », sert d'intermédiaire avec les passeurs, empoche les commissions, qui se comptent en centaines voire en milliers d'euros.

### Analyste social et politique

Grâce à ce matériau et aux outils des sciences sociales, Jean-Louis dégage les grandes lignes d'une analyse de la situation des migrantEs dans le contexte décrit, et renvoie en permanence à des parallèles avec les mœurs politiques de leurs pays d'origine, sans jamais oublier de fixer le cadre politique, celui des tractations entre le Maroc et son donneur d'ordre, l'Union européenne, afin de « maîtriser » les flux migratoires en provenance de l'Afrique.

Sans pathos, sans rancœur, sans amertume, Jean-Louis livre un récit instructif et édifiant. Il est disponible pour présenter son ouvrage : il suffit de l'inviter!

### Vincent Gibelin

1 – Jean-Louis est un membre fondateur du Collectif des sans papiers de Rennes (CSP 35). Il a participé, en octobre 2020, à la Marche des Solidarités : « De Rennes à Paris à pied! ».

## Littérature

# Combats et métamorphoses d'une femme, d'Édouard Louis

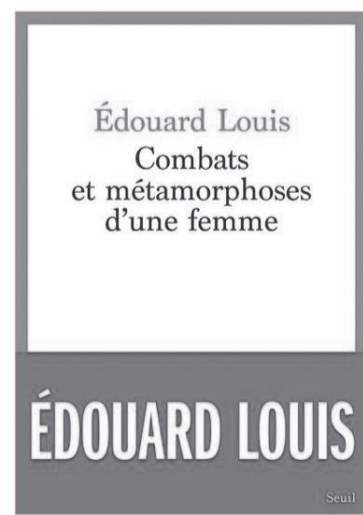
Seuil, 128 pages, 14 euros.

Dans son dernier livre paru le 1<sup>er</sup> avril, Édouard Louis parle de nouveau, dans un long monologue adressé à sa mère, de son enfance, de sa famille. Il ne s'agit pas seulement de sa vie car, au travers de son histoire, il raconte la société, ses oppressions et ses violences qui toutes détruisent les vies et broient les corps.

### Un univers clos

Monique Bellegueule, la mère d'Édouard Louis, avait des rêves. Elle voulait devenir cuisinière, mais la vie en a décidé autrement. Elle est enceinte à dix-huit ans, abandonne sa formation, s'installe avec son mari dans un village au nord de la France. Elle est de nouveau enceinte. Elle a vingt ans, deux enfants, pas de travail. Elle est femme au foyer avec un mari alcoolique et violent. Ils sont pauvres, très pauvres.

Dans un sursaut de vitalité, elle fuit cette vie avec ses deux enfants, elle part se réfugier chez sa soeur. Elle rencontre un nouvel homme, charmant au début, ils ont un enfant, Édouard Louis, puis des jumeaux, mais l'histoire se répète : elle s'occupe de la maison, des enfants, elle fait les courses, les repas, ne sort pas. Il boit, la violente et l'humilie. Il n'y a pas de perspective de bonheur, c'est un univers clos dans lequel ses enfants reproduisent le même



schéma, son fils aîné est violent, sa fille est battue.

### Une femme, de nombreuses femmes

Tout est misère et tristesse. Tous les choix et envies de cette femme sont contrés par son mari, son désir de se maquiller, son désir de vacances, son choix d'avorter... Tout est domination masculine. Rien ne lui appartient, surtout pas son corps. Elle étouffe. Monique est une femme dans une société patriarcale, machiste et sexiste. Elle est doublement dominée en tant que femme et en tant que pauvre.

Pourquoi ne pas avoir annoncé dès le titre qu'il allait parler de sa mère comme il l'avait fait dans son précédent livre sur son père *Qui a tué mon père ?* Peut être parce que cette femme dont il parle, sa mère, a le parcours de nombreuses femmes, qui vivent sous domination masculine, que ce soit celle du mari, du frère, du fils, qui sont écrasées par la société capitaliste, ajoutant à la domination de genre, la domination de classe. Comme l'auteur le précise, en citant l'écrivain autrichien Peter Handke, la situation de ces femmes est en plusieurs points semblables à celles des femmes d'il y a près d'un siècle. Elles sont dévouées et finissent par s'oublier, s'éteindre.

### Fierté d'un fils

Le regard du fils sur sa mère, comme précédemment sur son père, a changé au fil du temps, au fil de la dureté de la vie. Dans ses premiers romans, la mère était dépeinte sans tendresse, avec sa part de violence. Ici, c'est, au contraire, le respect de la dignité des « victimes » qui ressort clairement. C'est la fierté du fils devant les combats d'une femme qui refuse de se faire enfermer dans une vie qu'elle ne désire pas. Elle réussit à bousculer l'ordre familial grâce aux luttes qu'elle mène, elle parvient ainsi à s'émanciper physiquement et intellectuellement,

à sortir du carcan dans lequel elle était depuis toujours. Son parcours, ses combats ressemblent à ceux qu'Édouard Louis a dû mener en tant qu'homosexuel dans un milieu viriliste. Tous les deux se sont métamorphosés. Ce sont d'ailleurs ces métamorphoses qui ont permis à la mère et au fils de se rapprocher. *Combats et métamorphoses d'une femme* est un livre féministe et politique.

Philippe Poutou et Béatrice Walylo

### COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

# « La communication gouvernementale voulant mettre les petits commerçants dans la case des privilégiés grâce aux "aides" octroyées est insupportable »

**Entretien avec Matthieu Guillemot, restaurateur et ancien conseiller municipal à Carhaix (Finistère). Cet entretien a été réalisé avant que Matthieu ne reçoive une convocation par la gendarmerie, le mercredi 7 avril, pour être entendu comme témoin dans l'affaire de la tentative d'incendie de la maison de Richard Ferrand à Motreff le 8 février 2019. Une scandaleuse tentative d'intimidation sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.**

**Depuis un an, combien de jours de fermeture administrative ? Et que signifie cette mesure ?**

Privés de notre outil de travail, il nous fallait garder un moyen de communication afin de rester en contact avec notre clientèle. Nous avons décidé de comptabiliser, sur notre page Facebook, le nombre de jours de fermeture administrative que l'on nous impose. Donc aujourd'hui, jeudi 1<sup>er</sup> avril, nous sommes au 23<sup>e</sup> jour de fermeture imposée.

Nous sommes un couple qui gérons un petit restaurant avec deux salariés. La fermeture administrative nous impose donc de baisser le rideau et de ne plus mettre un euro en caisse. Les deux salariés de notre restaurant bénéficient du chômage partiel à hauteur de 84 % de leur salaire net. Reste à assumer, pour nous, les cotisations sociales, la prise en charge des congés payés, les taxes d'apprentissage sur les salaires et taxes de formation (FAFIF). Ce à quoi il faut ajouter l'ensemble des charges fixes : loyer, eau, électricité, gaz ainsi que l'ensemble des contrats annuels comme la location du TPE et les frais courants des services bancaires, les services antiparasitaires, les contrats d'assurance, de maintenance de la caisse enregistreuse, etc. Il nous reste donc trop peu de trésorerie pour nous octroyer le moindre salaire.

**Comment un restaurant indépendant comme le vôtre fait-il face ? Peut-on dire que les « aides » gouvernementales permettent de tenir ?**

Il faut savoir que, lors du premier confinement (du 15 mars au 2 juin), l'État a seulement pris en charge les 84 % du salaire net des deux salariés et donné une aide de 1500 euros chaque mois à l'entreprise. Étant salarié gérant, je cotise ainsi que l'entreprise aux cotisations sociales mais ce statut m'interdit d'accéder au chômage partiel. Idem pour ma conjointe qui a le statut de gérante. Du jour au lendemain, nous n'avions plus de salaire. Et aucun droit tel que chômage partiel pour garde d'enfants...

Ces « aides » ont été débloquées deux mois après la fermeture, nous imposant d'utiliser notre propre trésorerie. Mais les 1500 euros d'aide d'État ne couvrent pas la totalité de notre loyer. C'est à ce moment que le gouvernement a sorti le PGE (Prêt garanti par l'État) de son chapeau.

Compte tenu de l'énorme détresse des petits gérants du secteur de l'hôtellerie, lors du deuxième confinement (du 29 octobre à ce jour), l'État a débloqué une aide mensuelle de 10000 euros (sous conditions d'éligibilité). Lorsque l'on liste le montant des dépenses sans pouvoir apporter un euro en caisse, autant vous dire que les « aides » peuvent se résumer à un pansement sur une jambe de bois. Pour certains, il y avait le « à emporter » pour essayer de survivre. Mais cette formule ne peut s'appliquer à l'ensemble de la profession. La communication gouvernementale voulant mettre les petits commerçants dans la case des privilégiés grâce aux « aides » octroyées est imbuvable et insupportable. Nous



cataloguer de non-essentiel, et peu importe que cela vienne du langage administratif, ce terme n'aurait jamais dû être repris par les politiques. C'est méprisant. En même temps cela nous montre un choix de société pour leur monde d'après. Qu'est-ce qui est non-essentiel ? Les lieux de convivialité, la culture, les loisirs, le sport ! Qu'est-ce qui est essentiel ? Le travail, l'argent, la guerre et le transport pour aller au travail !

Le 17 novembre dernier, dans le Morbihan, une restauratrice s'est suicidée, ce n'est pas la première malheureusement, mais ça m'a retourné le ventre d'apprendre ça. Elle s'était endettée pour reprendre le restaurant de ses parents avant la pandémie. Très rapidement, n'ayant pas eu la possibilité de se créer une trésorerie, elle n'est plus arrivée à avancer les salaires des salariés et elle a vu l'entreprise familiale s'écrouler. Forcément on se projette un peu dans son histoire.

**Pourrais-tu revenir sur les conséquences du Prêt garanti par l'État (PGE) présenté comme la bouée de secours généreusement octroyée ?**

Le PGE est vraiment l'arnaque du siècle. Profitant de la peur des petits de mettre la clef sous la porte et ne voulant pas assumer la responsabilité de ces fermetures, le gouvernement sort de son chapeau le Prêt garanti par l'État, afin de faire payer la crise sanitaire à ceux qui la subissent. Si vous contractez un PGE, vous ne connaissez pas le taux d'intérêt ! Vous contractez un prêt pour payer vos factures sans savoir quand et comment vous allez rouvrir. Le gouvernement propose également des reports de charges. En clair, pour ceux qui ont choisi ces deux options, vous allez rouvrir avec une demi-salle de restaurant (suivant le protocole sanitaire appliqué) avec un prêt à taux inconnu sur le dos, auquel il faudra additionner le doublement des charges. Les seuls gagnants seront une fois encore les banques qui auront multiplié les prêts avec l'assurance de se faire la marge qu'ils veulent en allant se servir dans les caisses de l'État.

Autre grand gagnant de cette crise sanitaire, les groupes d'assurance qui assurent la perte d'exploitation en cas de fermeture administrative sauf... pour pandémie. Axa assurance peut donc continuer à engraisser ses

actionnaires et contraindre la petite boulangerie, le petit restaurant ou le petit bar à baisser définitivement le rideau sans lui verser un rond. Lorsque le gouvernement appelait à la solidarité nationale pour faire face à cette crise sanitaire majeure, il aurait dû préciser que cette solidarité ne s'appliquerait qu'entre pauvres. Pour eux, demander aux retraités de confectionner des masques que l'État ne peut ou ne veut pas fournir c'est oui, mais prendre l'argent dans les poches des puissants, c'est non.

**Quels sont les moyens de résistance, de lutte face à la situation que vous subissez ?**

Je fais partie d'un groupe de restaurateurEs associés pour assigner nos compagnies d'assurance au tribunal afin d'obtenir une perte d'exploitation. La démarche est en cours. Gare à celle ou celui qui sort des rangs du silence. Le 11 décembre dernier, Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, Philippe Mahé, préfet du Finistère, et Léa Poplin, sous-préfète de Châteaulin, étaient

en visite à Carhaix. À ce moment-là, depuis quatre mois, ma compagne et moi n'avions plus de salaire. J'avais donc envie d'expliquer la situation aux élus et aux représentants du gouvernement. Et notamment cette question : ont-ils perdu, eux, un seul euro depuis le début de la crise ? La réponse est venue quelques mois plus tard avec l'augmentation de 3000 euros des enveloppes aux parlementaires. Ils prennent des décisions, mais c'est nous qui payons l'addition... Ce jour-là, le ton est monté dans l'échange avec la sous-préfète de Châteaulin. Je l'avais déjà rencontrée lors d'une réunion organisée par la chambre de commerce dont l'objet était : « Comment faire face à la crise ». Je l'avais questionnée sur les décisions incohérentes du gouvernement et j'avais trouvé ses réponses tout aussi incohérentes. Cette fois-là, j'avais trouvé son attitude désinvolte. J'avais parlé fort, mais sans insulter personne. Et, surtout, je n'avais pas échangé avec le préfet.

Mais début janvier, j'ai reçu une lettre du préfet « Vous avez attiré mon attention, dans des termes déplacés et intolérables, que je n'accepterai plus, sur la situation financière de votre entreprise de restauration... » Il énumérait ensuite la liste des mesures gouvernementales.

J'aurais préféré un peu d'empathie plutôt que ces menaces ! C'est l'expression locale d'une politique nationale où tout se durcit, où pas une tête ne doit dépasser. On le voit avec le projet de nouvelle loi sur la sécurité publique. C'est une véritable justice de classe. Les gens modestes n'ont plus le droit que de se taire, sinon c'est le coup de bâton. J'ai juste voulu dire que nous sommes en difficulté et que nous voulons juste « travailler et vivre au pays ».

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### CÉDRIC HERROU DÉFINITIVEMENT RELAXÉ.

Le sort judiciaire de Cédric Herrou est désormais scellé, dix mois après la relaxe de ce dernier par la cour d'appel. La Cour de cassation a rejeté, mercredi 31 mars, un pourvoi du parquet général de Lyon, rendant ainsi définitive la relaxe du militant, poursuivi pour avoir convoyé des migrants venus d'Italie et organisé un camp d'accueil en 2016 dans les Alpes-Maritimes.

Pour l'agriculteur de 41 ans, cette décision marque l'aboutissement d'une longue procédure jalonnée de trois procès et d'une saisine du Conseil constitutionnel, qui avait consacré, en 2018, le « principe de fraternité ». [...]

Le paysan de la vallée de la Roya avait été condamné à une amende en première instance, puis à quatre mois de prison en appel en 2017. À l'occasion d'un premier passage devant la Cour de cassation, M. Herrou et un autre militant, s'estimant victimes d'un « délit de solidarité », avaient saisi le Conseil constitutionnel. Cette démarche avait abouti en juillet 2018 à une décision historique de ce dernier, qui consacrait « la liberté d'aider autrui, dans un but humanitaire, sans considération de la régularité de son séjour sur le territoire national ». [...]

Deux mois plus tard, la Cour de cassation avait annulé la condamnation de Cédric Herrou et renvoyé l'affaire à Lyon, où il avait été relaxé le 13 mai 2020. Le parquet général avait alors formé un pourvoi en cassation.

« Après avoir examiné tant la recevabilité du recours que les pièces de procédure, la Cour de cassation constate qu'il n'existe, en l'espèce, aucun moyen de nature à permettre l'admission du pourvoi », a estimé la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire dans son arrêt.

Cette décision de non-admission « est très rare » pour « un pourvoi d'un parquet général », a réagi l'avocat de Cédric Herrou, Patrice Spinosi, qui y voit un « véritable camouflet ». « Il est désormais définitivement acquis dans notre droit qu'aucune poursuite pénale ne peut être engagée à l'encontre d'une personne qui aura aidé un migrant en situation irrégulière lorsqu'il agit de façon désintéressée, qu'il appartienne ou non à une association ou bien qu'il veuille revendiquer son acte », s'est-il réjoui.

« Symbole de l'aide aux migrants en France, Cédric Herrou relaxé définitivement », lemonde.fr, 31 mars.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)